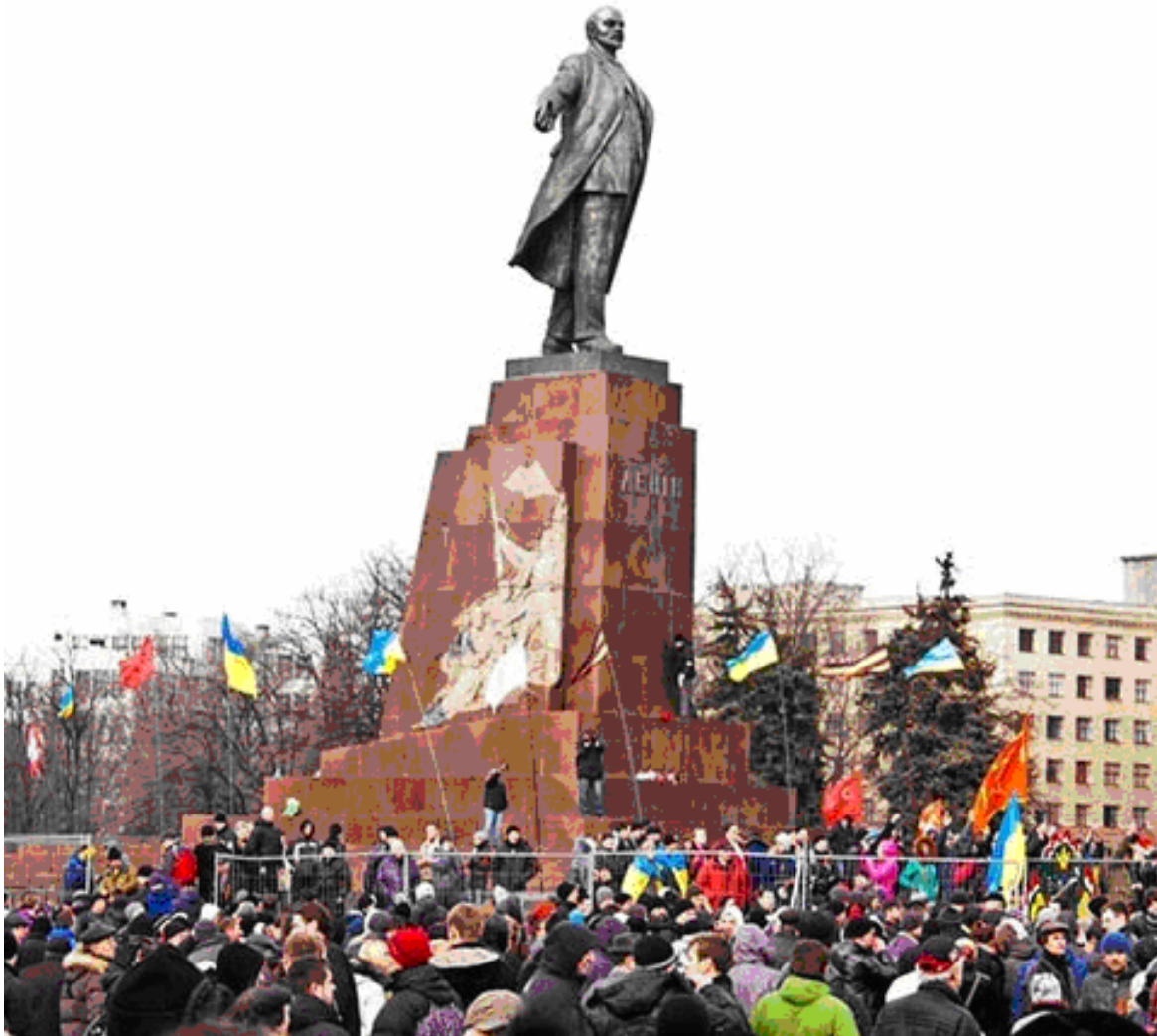


Ukraine : Mensonges et nécessités de l'impérialisme occidental



Parc central de Kharkiv, seconde plus grande ville d'Ukraine (la statue a été abattue le 28 septembre 2014 par des nationalistes)

« Plus un mensonge est gros... plus il a de chances d'être cru ! Mentez, mentez, mentez, encore et toujours, il en restera bien quelque chose ! »

« L'idéal, c'est que la presse soit organisée avec une telle finesse qu'elle soit en quelque sorte un piano sur lequel puisse jouer le gouvernement. »

Ces paroles édifiantes sont de Joseph Goebbels, diplômé de philosophie et de psychologie, et chef de la propagande nazie jusqu'à la défaite allemande en 1945.

Introduction.

I. Histoire de l'Ukraine.

- a. Les années 10 à 30 : l'Ukraine soviétique.**
- b. Les années 30 à 45 : OUN et Stepan Bandera.**
- c. Les années 45 à 90 : Développement de l'Ukraine soviétique.**
- d. Les années 90 : Les conséquences de la restauration du capitalisme.**
- e. Année 2001 : Premier procès de Ioulia Timochenko.**
- f. Année 2004 : La révolution orange ukrainienne.**
- g. Années 2005 à 2010 : la Fascisation de l'Ukraine.**
- h. Année 2010 : Elections présidentielles.**
- i. Année 2010 -2014 : La présidence de Viktor Ianoukovitch.**
- j. Année 2011 : Deuxième procès de Ioulia Timochenko.**
- k. Année 2012 : Elections législatives.**
- l. Année 2013-2014 : Le putsch EuroMaïdan.**
- m. 16 mars 2014 : L'indépendance de la Crimée.**
- n. 11 mai 2014 : Les Républiques populaires de Donetsk et de Lugansk.**
- o. 25 mai 2014 : Election de Petro Porochenko.**

II. Analyse géopolitique de la crise d'Ukraine.

- a. Introduction.**
- b. La Russie.**
- c. L'impérialisme allemand.**
- d. L'impérialisme Français.**
- e. L'impérialisme américain.**
- f. conséquence sur la situation en Ukraine.**
- g. Conclusion.**

Introduction

Il semble bien qu'aujourd'hui, les gouvernants et les médias occidentaux et notamment français ont fait leurs les principes de Goebbels.

De l'Iraq à l'Afghanistan, de la Libye à la Syrie, de Cuba au Venezuela, de la Yougoslavie à l'Ukraine, les preuves de ces mensonges médiatiques et gouvernementaux ne manquent pas.

Bien évidemment, la volonté de soutenir la déstabilisation d'un état trop hostile à l'impérialisme occidental et peu enclin à brader ses richesses justifie à leurs yeux tous les mensonges.

C'est « l'appât du gain » qui motive les dirigeants occidentaux, et les capitalistes qu'ils servent.

Cependant il s'agit du fonctionnement « normal » du capitalisme.

« Le capital abhorre l'absence de profit ou un profit minime, comme la nature a horreur du vide. Que le profit soit convenable, et le capital devient courageux : 10% d'assurés, et on peut l'employer partout ; 20%, il s'échauffe ; 50%, il est d'une témérité folle, à 100%, il foule aux pieds toutes les lois humaines et à 300%, il n'est pas de crime qu'il n'ose commettre, même au risque de la potence. Quand le désordre et la discorde portent profit, il les encourage tous deux ; pour preuve la contrebande et la traite des nègres. »

Karl MARX, Le Capital

Les projecteurs sont de nouveaux braqués sur l'Ukraine devenue bourgeoise depuis la restauration du capitalisme en URSS. Les fascistes ukrainiens, tout comme les fascistes des Balkans en Yougoslavie, sont les instruments de la marche guerrière des impérialistes de l'Union Européenne (UE), des Etats Unis d'Amérique (EU) et de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) vers le démantèlement des états-nations de l'ex-camp socialiste en Europe et vers l'encercllement de la Russie et de la Chine.

Empêtrés dans la crise systémique du capitalisme mondialisé, cette aventure guerrière irresponsable de l'occident impérialiste est pilotée par les EU et l'UE.

A nouveau, comme lors du démantèlement de la Yougoslavie, les médias-mensonges envahissent les télévisions, les radios et les journaux sur les « tyrans Russes » et les « démocrates ukrainiens », les « méchants pro-russes » et les « bons pro-européens », etc.

Mais ce déferlement médiatique mensonger d'une presse impérialiste est de moins en moins crédible au vu des attaques impérialistes dévastatrices sur les peuples d'Irak, d'Afghanistan, de Yougoslavie, de Palestine, de Côte d'Ivoire, de Libye, etc... que cette presse a couvert du voile opaque de la propagande.



I. Histoire de l'Ukraine.

a. Les années 10 à 30 : l'Ukraine soviétique.

A la veille de la Première Guerre mondiale, en 1914, la plus grande partie de l'Ukraine fait partie de l'empire russe à l'exception de la Galicie, à l'ouest, qui fait partie de l'empire austro-hongrois. La fin du XIX^{ème} siècle avait vu l'Ukraine se développer économiquement, commencer à s'industrialiser et s'urbaniser. L'empire russe avait fortement limité l'usage de la langue ukrainienne.



Pendant la Première Guerre mondiale, l'armée allemande occupe l'Ukraine dans sa majeure partie et y installe un protectorat, obtenant notamment l'appui des cosaques du Don, à l'est du pays, et de forces nationalistes ukrainiennes.

Après la Révolution de Février, qui met fin à l'empire russe en 1917, l'Ukraine obtient son indépendance. Une période extrêmement troublée commence alors et plusieurs entités politiques vont se succéder et/ou coexister sur le territoire de l'Ukraine. Le pays devient le champ de batailles entre nationalistes ukrainiens de la République populaire d'Ukraine, bolcheviks de la République socialiste soviétique d'Ukraine, armées blanches tsaristes, anarchistes de Makhno, troupes étrangères (France, Royaume-Uni, etc...) opposées à la Révolution bolchévique... L'Armée rouge finit par vaincre les armées blanches et les nationalistes de Simon Petlioura au tournant des années 20. La République socialiste soviétique d'Ukraine autonome, proclamée d'abord le 10 mars 1919, reconnue par la Pologne lors du traité de Riga en 1921 (et qui attribue la Galicie et la Bessarabie à l'ouest respectivement à la Pologne et à la Roumanie), prend sa place dans l'URSS le 30 décembre 1922.

En 1922, dans l'Ukraine socialiste, comme dans le reste de l'URSS, les diverses nationalités obtinrent aussitôt le droit d'utiliser leur langue dans les écoles et les administrations locales. C'est ainsi que l'ukrainien fut introduit dans les écoles primaires. L'ukrainisation favorisa une certaine consolidation de la nation ukrainienne. Au cours de cette période et pour la première fois, les besoins ethniques et culturels des minorités nationales de l'Ukraine furent un élément des politiques nationales. Un organisme national spécial, le Secrétariat des nationalités, fut créé, ainsi que plusieurs organismes nationaux locaux, particulièrement des organismes juifs, polonais et russes. Ainsi, des institutions d'éducation ukrainiennes, polonaises, juives et autres, virent le jour. Le nationalisme ukrainien est toutefois combattu pour empêcher la dislocation de l'URSS et la restauration d'un pouvoir bourgeois en Ukraine.

Par sa population, la République socialiste soviétique d'Ukraine était la deuxième république fédérée de l'URSS et, par sa superficie, elle était la troisième (3 % de sa superficie et 18 % de sa population).

L'Ukraine s'industrialise rapidement pendant les années 20 et collectivise son agriculture comme ailleurs en URSS.

b. Les années 30 à 45 : OUN et Stepan Bandera.

Avant l'invasion par les nazis

Stepan Bandera était le chef de l'Organisation des Nationalistes Ukrainiens (OUN), organisation fasciste créée en exil en 1929, qui a pris son essor dans les années 30.



Deux portraits de Stepan Bandera

Logo du OUN

En 1933, l'OUN entre en contact avec les nazis qui commencèrent à les financer et à les armer.

En 1934, Stepan Bandera deviendra lui-même un agent de l'Abwehr, le service de renseignement de la Wehrmacht, et de la Gestapo. En 1938, l'Abwehr met en place des centres d'entraînement, en vue de la création d'une cinquième colonne en Pologne et en Union soviétique, dans lesquels sont formés des groupes fascistes ukrainiens dont l'OUN. Dès 1940, avec l'aide de l'Abwehr, l'OUN organise des groupes de sabotage et de propagande pour manipuler les populations ukrainiennes.

Pendant l'occupation nazie

Au moment de l'attaque allemande contre l'URSS, le 22 juin 1941, l'OUN s'engage dans la collaboration active avec les nazis dès qu'ils occupent l'Ukraine, partie du territoire soviétique. Certains de ces Ukrainiens seront même utilisés avant le déclenchement de l'attaque pour pénétrer les forces soviétiques en Ukraine et tenter de les déstabiliser. En uniforme de l'Armée rouge, ils commettent nombre d'assassinats ciblés contre les officiers du NKVD (Services soviétique du renseignement), cherchent à désorganiser la circulation et à dynamiter des objectifs stratégiques.

De juin à août 1941, sans attendre les Allemands, en supplétifs des Einsatzgruppen (unités de police politique militarisées du III^{ème} Reich), les fascistes de l'OUN massacrent les Juifs ukrainiens.

On peut considérer qu'au moins 23 % des membres de cette formation fasciste occupaient des postes dans le 201^{ème} Schutzmannschaft, bataillon de «sécurité policière» créés par la SS, afin de combattre la résistance antinazie. Au total, ce ne sont pas moins de 12 bataillons de ce type - lituaniens, estoniens, biélorusses,...- qui sont mis sur pieds pour assister l'Allemagne dans la répression contre les mouvements de résistance et dans les combats contre l'Armée Rouge.

Des centaines de fascistes de l'OUN serviront comme gardiens dans les camps d'Auschwitz, Treblinka et Belzec. L'OUN participe activement à l'exécution de prisonniers de guerre soviétiques et de communistes.

En 1942, l'OUN crée l'Armée Insurrectionnelle Ukrainienne (UPA), qui cherche d'ailleurs à cette époque à se démarquer des Allemands sur une base nationaliste, car ceux-ci leur ont refusé la reconnaissance d'un «Etat ukrainien indépendant». Le projet des nazis étant simplement de transformer les territoires de l'Est en simples colonies allemandes, le fameux « espace vital » pour l'impérialisme allemand.

En mars 1943, après Stalingrad, l'OUN crée la division SS «Galicie», qui comptera jusqu'à 26 000 hommes. Les SS ukrainiens appuyèrent, en 1944, la garde fasciste slovaque contre les partisans soviétiques (mouvement de résistance à l'occupation nazie en URSS). A la fin de la guerre, l'OUN, dans laquelle seront reversés les effectifs rescapés de la SS « Galicie », continua de semer la terreur jusque dans les années cinquante à l'ouest du territoire de l'Ukraine soviétique.

Après la défaite nazie

En avril 1948, Bandera fut recruté par le MI-6, les services secrets britanniques. Le MI-6 entraîna les agents de l'OUN qui étaient ensuite envoyés en Union soviétique pour y commettre des actes de sabotage et des assassinats entre 1949 et 1950.

En 1956, il intégrera la BND, services de renseignements de la RFA, alors dirigée par le général Reinhardt Gehlen, ancien chef des services de renseignement militaire nazi pour le front oriental pendant la Deuxième Guerre mondiale.

Notons par ailleurs que les services de contre-espionnage américains ont travaillé main dans la main avec les cadres du OUN comme Mykola Lebed, Yaroslav Stetsko et Stepan Bandera, à l'occasion de « l'Opération Ohio35 » dont l'objectif consistait à recruter des membres du OUN en territoire soviétique pour des missions d'espionnage ou d'assassinat. Le financement par la CIA de l'armée insurrectionnelle ukrainienne, avait d'ailleurs été dénoncé par l'agent double Kim Philby. L'occident recycla ainsi les nazis et les fascistes des différents pays européens pour les mettre au service de son projet de restauration du capitalisme en URSS qui atteindra son but dans les années 1989 et 1990.

En 1959, Bandera fut éliminé par le KGB en Allemagne de l'Ouest.

En décembre 1946, Mykola Lebed, dirigeant de la police secrète de l'OUN, fut recruté par le U.S. Army's Counterintelligence Corps (CIC). Dès 1948, il travailla pour la CIA en recrutant les agents de l'OUN qui n'avaient pas suivi Bandera au MI-6 et participa à de nombreux programmes de sabotage en URSS. En 1985, le département de la Justice ouvrit une enquête sur le rôle de Lebed dans le génocide en Pologne et en Ukraine au cours de la Deuxième Guerre mondiale, mais la CIA fit de l'obstruction et l'enquête fut étouffée.

L'OUN et l'UPA ont été responsables de milliers de morts, y compris d'une véritable entreprise de purification ethnique pendant la guerre contre les Polonais de Volynie au nom d'un projet de « grande Ukraine ».

L'OUN était plus implantée dans l'ouest du pays, alors qu'à l'Est, la fidélité à l'URSS et à ses principes de progrès et de résistance au fascisme était la norme. Cet élément historique apporte un éclairage important dans les rapports de force en présence en Ukraine aujourd'hui.

c. Les années 45 à 90 : Développement de l'Ukraine soviétique

Le 26 juin 1945, l'Ukraine, avec la Biélorussie, devient l'un des membres fondateurs de l'ONU en y obtenant, pour souligner son rôle dans la victoire sur le nazisme, une place distincte de l'URSS.

Après la Seconde Guerre mondiale et la reconstruction, l'Ukraine redevient le grenier à blé de l'URSS, produisant 30 % du blé soviétique, 40 % de la betterave (notamment sucrière), et 40 % de la pomme de terre pour seulement 3% de la superficie totale du pays. L'Ukraine redevient aussi un des centres industriels les plus importants de l'URSS grâce à sa production d'acier et de charbon, principalement du Donbass, et à des entreprises comme Antonov (aéronautique). En 1991, la République Socialiste Soviétique d'Ukraine réalisait 32 % de la production industrielle de l'Union Soviétique.

Sur le plan culturel, les universités ukrainiennes deviennent prestigieuses dans toute l'URSS, surtout à Kiev mais aussi à Lvov et Kharkov, et les institutions culturelles ukrainiennes sont autonomes de Moscou.

En 1954, le 1^{er} secrétaire du Parti communiste d'Union soviétique, Nikita Khrouchtchev qui a passé sa jeunesse en Ukraine, transfère la péninsule de Crimée à la République soviétique socialiste d'Ukraine pour marquer le 300^e anniversaire du traité de Pereïaslav, marquant l'union entre la Russie et les provinces formant l'Ukraine d'alors. L'Ukraine est considérée comme un modèle des républiques soviétiques.

d. Les années 90 : Les conséquences de la restauration du capitalisme

Après la chute de l'URSS, l'indépendance de l'Ukraine est votée en décembre 1991.

Dès 1992, avec le retour au cadre débridé de l'économie capitaliste, l'Ukraine sombre rapidement dans l'hyperinflation et voit chuter la production. Suite à la montée de la pauvreté et la baisse considérable du niveau de vie, le peuple manifeste son opposition aux politiques libérales qui détruisent le pays.

En effet, depuis 1992 les différents gouvernements, dont ont fait partie les futurs opposants de la « Révolution Orange », ont transformé une république de l'URSS développée techniquement et prospère en un des pays les plus pauvres du monde, et des plus corrompus (tous partis bourgeois confondus).

Tout au long des années 1990, la croissance de l'Ukraine a été négative, sans discontinuer (Rapport de 1999 Banque européenne de reconstruction et développement). En 1998, le PIB de l'Ukraine était à peine égal à 37 % de celui de 1990.

Dans la même période, la production agricole a fortement chuté, de plus de 50 %. Entre 1990 et 1995, la production céréalière diminuait ainsi de 40 %, ce qui ne permit plus au pays d'exporter des céréales.

Entre 1990 et 1997, la production de charbon a chuté de 50 %.

En 1993, on enregistre une inflation de 10 000%. Elle sera de plus de 100% en 1995.

En 1999, dans ce pays où le chômage était inexistant avant la restauration du capitalisme, environ 50% de la population vivait sous le seuil de pauvreté. 1999 est d'ailleurs l'année où la crise économique a été la plus forte dans la région.

On assiste même à une véritable extinction du peuple ukrainien (2,7 millions d'habitants de moins, de 1990 à 1999, sur 52 millions en 1991). Le taux de fécondité de 1,84 en 1990 chute à 1,12 en 1999.

Cependant, cette période est très florissante pour l'accumulation de capital et des fortunes colossales se constituent, créant pauvreté et misère. Les oligarques ukrainiens apparaissent et s'accaparent l'économie ukrainienne.

e. Année 2001 : Premier procès de Ioulia Timochenko

En 1991, Ioulia Timochenko a fondé avec son mari la Corporation du pétrole ukrainien, une entreprise fournisseuse d'énergie qui est devenue par la suite le principal importateur de gaz russe en Ukraine. Timochenko a présidé cette entreprise de 1995 à 1997. Vers la même période, elle s'est lancée dans la politique et est entrée au Parlement.

En 1996, contre un pot de vin de 84 millions de dollars, le Premier ministre, Pavlo Lazarenko donne à Ioulia Timochenko le monopole d'État du marché gazier, après éviction des entreprises concurrentes. Grâce à l'aide de Pavlo Lazarenko, Ioulia Timochenko s'est construit un véritable empire financier.

En 1997, Pavlo Lazarenko est poursuivi pour corruption et est contraint de quitter l'Ukraine. Il est condamné aux États-Unis pour fraude, blanchiment d'argent et extorsion de fonds.

En décembre 1999, Ioulia Timochenko est nommée Vice-Premier ministre chargée du Fioul et de l'Énergie dans le cabinet du Premier ministre Viktor Iouchtchenko.

En janvier 2001, Ioulia Timochenko est congédiée par le président Leonid Koutchma et le Premier ministre Viktor Ianoukovitch. Elle est accusée de « contrebande et de falsification de documents », pour avoir importé frauduleusement du gaz russe en 1996, lorsqu'elle était présidente des systèmes énergétiques unis d'Ukraine. Elle est aussi accusée d'avoir signé un contrat léonin (créant un déséquilibre absolu entre les parties) avec le Turkménistan sans avoir obtenu l'aval du gouvernement. Il lui est reproché aussi le fait d'avoir placé 1,1 milliard de dollars en fraude à l'étranger.

En février 2001, Ioulia Tymochenko est arrêtée. De leur côté, les autorités russes lancent un mandat d'arrêt international contre elle, pour corruption de responsables du ministère de la Défense et le détournement de 2,8 milliards de dollars.

Ses partisans organisent plusieurs manifestations de protestation près de la prison où elle est incarcérée. Elle est libérée au bout de quarante-deux jours de la prison de Loukianovo.

Finalement en 2005, les charges seront abandonnées suite à l'élection de Iouchtchenko après la « Révolution Orange ».

f. Année 2004 : La révolution orange ukrainienne

De 1994 à 2004, l'Ukraine est dirigée par le président Leonid Koutchma et son Premier ministre, Viktor Ianoukovitch. En 2003, Leonid Koutchma a accepté un partenariat économique plus étroit avec Moscou. Aussi, les forces euro-atlantistes ont tenté de détacher l'Ukraine de son partenaire russe.



Leonid Koutchma



Viktor Ianoukovitch

Cette « Révolution » n'a rien de spontané et a été organisée avec l'aide de la CIA. En effet, cet « après second tour » a en fait été un véritable coup d'Etat orchestré par les EU et l'UE.

Le 21 novembre 2004 a eu lieu la proclamation de la victoire de Viktor Ianoukovitch, au deuxième tour de l'élection présidentielle.

Immédiatement, l'opposition, dirigée par Viktor Iouchtchenko et Ioulia Timochenko, a réuni plusieurs milliers de personnes à Kiev pour accuser les autorités d'avoir falsifié les résultats des élections. La révolution orange commence.

Le « Centre d'études politiques et économiques Razumkov » dirigé par Anatoliy Gritsenko, qui a organisé des sondages à la sortie des urnes au deuxième tour, dénonce le résultat. Or Anatoliy Gritsenko travaille pour l'équipe de Iouchtchenko et est financé par des fondations américaines.

L'aide des ONG et fondations occidentales « spécialisées » en révolutions de velours

L'opposition de Viktor Iouchtchenko et Ioulia Timochenko a pu compter sur l'aide de Freedom House (75% financement par le National Endowment for Democracy, l'USAID, et le département d'Etat) et la fondation Open Society Institute de George Soros, mais aussi du Parti démocrate (par son think tanks National Democratic Institute (NDI)) et du Parti républicain (par son think tanks International Republican Institute (IRI))

George Soros et les EU ont déjà auparavant organisé les « révolutions de velours » de Bratislava (capitale de la Slovaquie) à Bichkek (capitale du Kirghizistan). Le multimilliardaire Soros a investi 8 millions de dollars sur Viktor Iouchtchenko. Il finance, par ailleurs, le Syndicat indépendant des médias d'Ukraine qui exploite, entre autres, cinq chaînes de télévision.

Pendant deux ans de 2003 à 2004, l'opposition ukrainienne a reçu 65 millions de dollars du Département d'Etat américain. Les sommes déboursées par les Etats-Unis ont également servi à financer des « médias indépendants », à offrir des formations « non partisans » sur les partis politiques, à faire de l'« éducation d'électeurs » et à former les responsables des bureaux de vote. (Déclaration de John Tefft, sous-secrétaire d'Etat américain adjoint aux affaires européennes et eurasiennes, le 7 décembre 2004, citée dans le Rapport au Congrès américain).

Comme pour les autres révolutions colorées, le relais fondamental des fondations et ONG américaines était un mouvement étudiant, Pora. Clone ukrainien du mouvement serbe Otpor et de l'organisation géorgienne Kmara, Pora en utilise les mêmes méthodes et la même stratégie que ces mouvements étudiants qui ont permis les renversements de la Yougoslavie et la Révolution des Roses en Georgie. Les militants de Pora ont été formés par les ONG occidentales (German Marshall Foundation (EU), Freedom House (EU) et International Development Agency (Canada)).

Deux mois avant les événements, des stages ont été organisés pour former de jeunes Ukrainiens aux méthodes de la « révolution douce ».

De plus, si certains manifestants étaient sincères mais trompés, notamment des jeunes immatures politiquement attirés par les sirènes de l'Occident, d'autres ont reçu des salaires, et tous profitaient de vêtements, de vivres, d'abris gratuits financés par les impérialistes.

La méthode de la CIA pour une révolution colorée

La technique est simple et a été appliquée à la lettre : surveiller de près les élections afin de constater des irrégularités commises par la partie adverse ; contester les résultats à l'aide de sondages que l'on a soi-même réalisés à la sortie des urnes ; mobiliser la population pour faire annuler le scrutin ; appeler à l'organisation de nouvelles élections. Au cours de celles-ci, son propre candidat, soutenu par la « communauté internationale » et jouissant de la vague de contestation populaire, affrontera un adversaire accablé par les accusations de fraudes. Il aura dès lors toutes les chances de son côté pour être élu. Outre l'Ukraine, cette technique a été utilisée à quelques détails près en Géorgie (2003), au Kirghizstan (2005) et en Moldavie (2009).

Les fraudes existaient, mais dans les deux camps ! Néanmoins le but de cette opération a été de présenter Viktor Ianoukovitch comme seul tricheur.

Propagande et pressions des impérialistes

Toute la propagande impérialiste et anticommuniste a présenté cette « Révolution Orange » d'Ukraine comme le combat de la « démocratie » contre « l'autoritarisme », du « peuple » contre « l'oligarchie » et Viktor Iouchtchenko et Ioulia Timochenko les héros de la « démocratie et la liberté » contre « l'impérialisme russe ». Cette propagande ira jusqu'à prétendre que l'Ukraine était gouvernée par des communistes, puisque Viktor Ianoukovitch était supposé être proche des Russes.

Bush a ouvertement menacé Leonid Kouchma lui signifiant « *qu'il n'avait que quelques jours pour que les résultats satisfassent à la démocratie* ». Schröder a demandé le recomptage des voix, soutenu par Chirac et l'UE. La démocratie pour les impérialistes ne peut consister qu'en la victoire de leur candidat.

Les partisans de Viktor Ianoukovitch

En 2001 à la Rada (le parlement ukrainien), le Parti communiste ukrainien, allié au groupe de Leonid Kouchma, permet la chute du gouvernement de Viktor Iouchtchenko. En 2002, Viktor Ianoukovitch devient Premier ministre du Président Leonid Kouchma.

En 2002, le niveau de vie est extrêmement faible et 30% de la population est en-dessous du seuil de pauvreté.

Entre 2002 et 2004, le taux de croissance est à 7,4%. De 2002 à 2004, les revenus réels disponibles ont augmenté de 15,2% par an. Le taux de chômage baisse. De 10,9% en 2001, il tombe à 8,6%, en 2004. En 2004, Viktor Ianoukovitch fait doubler le montant des retraites et a soutenu les entreprises d'État déficitaires.

Au final, pour les mineurs et les ouvriers des régions de l'Est, mais aussi les habitants de Kiev issus des groupes défavorisés tels les retraités, Viktor Ianoukovitch apparaît comme le rempart à la clique des oligarques qui veulent vendre le pays à l'impérialisme occidental. Le Parti communiste ukrainien a soutenu Ianoukovitch en contrepartie de l'orientation sociale de son programme politique.

Pour les ukrainiens russophones concentrés au Sud et à l'Est du pays, Viktor Ianoukovitch est aussi un rempart contre l'ultra-nationalisme que drainent derrière eux Viktor Iouchtchenko et Ioulia Timochenko. Viktor Ianoukovitch s'engage à donner la double nationalité avec la Russie aux ukrainiens russophones et le statut de langue officielle pour le russe au même titre que l'ukrainien.

Mais face à la déstabilisation de l'état ukrainien par l'impérialisme occidental, Viktor Ianoukovitch n'a pas su ou voulu faire un front de lutte avec les mineurs, les métallurgistes et les travailleurs de l'Est industriel, de peur, sans doute, de devoir consentir davantage à la classe ouvrière.

Le camp de Viktor Iouchtchenko et Ioulia Timochenko.

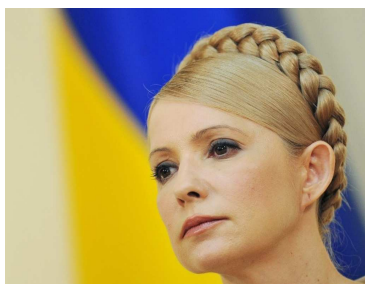


Viktor Iouchtchenko



Iouchtchenko et Timochenko

De 1999 à 2001, Viktor Iouchtchenko, Premier ministre de Leonid Koutchma et Ioulia Timochenko, sa Vice-Première ministre, ont donc directement contribué à la misère du peuple et ont cassé de nombreux droits sociaux. Ancien patron de la banque nationale d'Ukraine, Viktor Iouchtchenko a appuyé le dollar et a divisé par 3 le niveau de vie des travailleurs.



Ioulia Timochenko



Logo du BIT

Le parti « Notre Ukraine » de Viktor Iouchtchenko constituait la force centrale de l'opposition avec le « Bloc Ioulia Timochenko » (BIT). La charismatique et populiste Ioulia Timochenko incarnait la nouvelle Ukraine des patrons, d'une classe moyenne arriviste et des parvenus. Les socialistes d'Alexandre Moroz étaient aussi les alliés de Viktor Iouchtchenko. Les fascistes ukrainiens, regroupés dans une demi-douzaine de partis radicaux (UNA-UNSO, Congrès des nationalistes ukrainiens (KUN), Parti ukrainien...), soutenaient le candidat antirusse et pro-européen, Viktor Iouchtchenko.

L'Ouest, agraire et historiquement très nationaliste, voire fasciste, et anticommuniste, a soutenu la « Révolution Orange ».

Alliés avec les fascistes russophobes et pro-Europe, ce camp de la bourgeoisie ukrainienne anti-russe et pro-européenne constitue donc une réelle menace fasciste. Ainsi, Nina Andreeva du Parti Communiste Bolchevik de Russie avait raison d'appeler les travailleurs à voter contre cette coalition « Orange » fascisante, les deux camps bourgeois ne représentant pas le même danger.

Conclusion de la « Révolution Orange »

Le 26 décembre 2004, sous les pressions de l'impérialisme américano-européen et la déstabilisation intérieure de la « Révolution Orange », la Cour suprême annule le scrutin et organise un nouveau vote.

Le 26 décembre 2004, à la suite de la tenue du « troisième tour » de l'élection présidentielle, Viktor Iouchtchenko fut crédité de 51,99 %, contre 44,19 % pour Viktor Ianoukovytch.

Lors de ce nouveau second tour, les 12 300 observateurs étrangers ont relevé une nouvelle fois de nombreuses fraudes, qui auraient pu faire annuler une seconde fois le résultat. Mais le résultat étant cohérent avec les attentes des EU et de l'UE, la « révolution orange » s'arrête ici.

Cette Révolution orange marque une victoire de l'OTAN et de l'Union européenne contre la Russie. Le nouveau président d'Ukraine, Viktor Iouchtchenko et son 1^{er} ministre, Ioulia Timochenko, ne sont en fait que les représentants du clan oligarchique de l'Ouest et du Sud, relais des intérêts américains et européens. Viktor Iouchtchenko et Ioulia Timochenko poursuivront le processus de paupérisation massive de la population ukrainienne, en soumettant totalement l'Ukraine aux intérêts économiques des EU et de l'UE.

« Si la Russie reprend le contrôle de l'Ukraine, de ses 52 millions d'habitants, des richesses de son sous-sol et de son accès à la Mer Noire, elle redeviendra une grande puissance s'étendant sur l'Europe et l'Asie. [...] Entre 2005 et 2010, l'Ukraine doit être prête à des discussions sérieuses avec l'OTAN. Après 2010, le principal noyau de sécurité en Europe consistera en : la France, l'Allemagne, la Pologne et l'Ukraine. »

Voilà ce qu'écrivait en 1997 Zbigniew Brzezinski, l'un des stratèges américains les plus influents, dans son livre *Le grand échiquier*. Ces propos expliquent parfaitement les stratégies des Etats-Unis à l'égard de l'Ukraine.

Dans le but de soustraire ce pays à l'influence de la Russie, ceux-ci ont aidé les leaders de la coalition orange à prendre le pouvoir en 2005 au moyen d'une révolution minutieusement préparée.

g. Années 2005 à 2010 : la Fascisation de l'Ukraine

La présidence de 2005 à 2010 de Viktor Iouchtchenko en Ukraine consécutive à la prétendue « Révolution Orange » a été la période la plus fertile sur le plan de l'éclosion du nationalisme et du fascisme. Elle a libéré la parole dans l'espace public et politique. C'est, tout naturellement, Svoboda, parti fasciste pro-européen et pro-atlantiste, qui en récupère les dividendes, l'électorat nationaliste ayant été fortement déçu par la politique de Viktor Iouchtchenko et ses conséquences économiques.

En 2007, Viktor Iouchtchenko a réhabilité le fasciste Roman Choukhevytch, ancien chef d'un des bataillons de la Légion ukrainienne.

Le 17 février 2010, le président Viktor Iouchtchenko décerna à titre posthume au fasciste Stepan Bandera la plus haute distinction de l'Ukraine, le titre de Héros de l'Ukraine.

En 2009, la célébration de la fondation de la division Waffen SS « Galicie », initiée par le parti Svoboda, a reçu le soutien tacite de l'ensemble des formations de la coalition orange.

Cette réhabilitation du fascisme a provoqué de nombreuses manifestations anti-fascistes qui ont été réprimées dans l'indifférence des médias européens et atlantistes.

Quant à Ioulia Timochenko, elle a affirmé avant les élections de 2010 qu'elle continuerait, en cas de victoire, le travail entamé par Iouchtchenko pour revaloriser la « véritable histoire » nationale ukrainienne.

h. Année 2010 : Elections présidentielles

Début 2010, l'Ukraine présente une situation économique catastrophique. Cette économie extrêmement libéralisée a subi de plein fouet la crise mondiale de 2008.

Sa monnaie, la *hrvynia*, s'effondre et perd la moitié de sa valeur en trois mois par rapport au dollar. La classe moyenne émergente qui, pour une large part, avait effectué des emprunts en devises étrangères, se retrouve dans de grandes difficultés pour payer ses crédits. Par ailleurs, les banques manquent de liquidités.

En 2009, la production industrielle chute de 26,4%, le chômage s'envole (+2,4% en 2009), particulièrement dans les bassins sidérurgiques de l'est du pays.

L'inflation est galopante, de 22,3% en 2008, puis de 12,3% en 2009.

Alors qu'elle affichait encore une croissance de 7,9% en 2007, puis de 2,1% en 2008, l'Ukraine voit son PIB chuter de 14,1% en 2009.

L'Ukraine est au bord de la faillite. Elle ne vit que des prêts du Fonds Monétaire International (FMI). Le FMI vient de lui accorder un crédit de 16,4 milliards.

Du fait de cet échec économique, Viktor Iouchtchenko a perdu toute crédibilité à la tête de l'Etat. Face à l'impopularité de Viktor Iouchtchenko, le soutien des Etats-Unis a basculé vers Ioulia Timochenko qui se présente aussi à l'élection présidentielle.

Mais lors de l'élection présidentielle de janvier 2010, c'est Viktor Ianoukovitch (2010-2014) qui est élu avec 48,6 % des suffrages. Ioulia Timochenko, quant à elle, est arrivée deuxième au scrutin présidentiel avec 45,8 % des suffrages. Quant à Viktor Iouchtchenko, il est totalement désavoué avec seulement 5,4 % des suffrages.

Lors de cette élection le partage des voix se fait toujours sur la même fracture géographique et culturelle : les ukrainophones de l'ouest ont voté pour Ioulia Timochenko et les russophones de l'Est et du Sud ont voté pour Viktor Ianoukovitch.

Viktor Ianoukovitch apparaît comme celui qui cherche à trouver un équilibre dans les relations de l'Ukraine avec l'Union européenne et la Russie. Il est aussi un rempart face aux dérives hyper-nationalistes et fascistes des pro-européens.

i. Année 2010 -2014 : La présidence de Viktor Ianoukovitch

Ce président a essayé de défendre l'intérêt ukrainien à plusieurs reprises dans le dossier énergétique, d'où des relations tendues avec Moscou à plusieurs reprises, à propos du gaz notamment.

Le 21 avril 2010, Viktor Ianoukovitch signe un traité avec la Russie, portant à la fois sur la diminution de 30 % du prix du gaz russe livré à l'Ukraine et sur le prolongement pour vingt-cinq ans du bail accordé à la flotte russe de la mer Noire en Crimée.

Le 3 juin 2010, la Rada adopte une loi empêchant toute adhésion de l'Ukraine à l'OTAN, confirmant ainsi son statut de pays "non aligné" ne participant à aucune union militaro-politique.

En mai 2012, le Parti des régions de Viktor Ianoukovitch présenta un projet de loi linguistique au Parlement afin de conférer un statut de «langue régionale» au russe et aux autres langues dans les régions où elles sont parlées par plus de 10 % de la population.

Dans les faits, la loi sur les langues régionales a permis au russe d'avoir un statut administratif dans 13 des 27 régions de l'Ukraine, incluant notamment les régions d'Odessa, de Donetsk, de Dnipropetrovsk, de Kharkiv, Kiev et la région de Sébastopol en Crimée. Dans certaines municipalités et quelques villages, cela a été le hongrois, le tatar de Crimée ou le roumain, qui acquéraient ce statut.



Dans quelques régions à forte implantation fasciste comme Ternopil et Lviv, les autorités locales ont refusé d'appliquer la loi. De son côté, le groupe d'opposition ukrainien réunissant le Bloc Ioulia Timochenko et le parti Batkivchtchina (Patrie) a contesté la loi qu'elle considérait comme une menace pour la langue nationale, l'ukrainien, et promettait de l'abolir, si elle obtenait le pouvoir.

En juillet 2010, le gouvernement de Viktor Ianoukovitch signait un accord avec le Fonds Monétaire International (FMI). En échange d'un prêt de 15,5 milliards de dollars, il s'engageait notamment à faire passer l'âge de la retraite de 55 à 60 ans, alors que l'espérance de vie en Ukraine est inférieure de dix ans à la moyenne européenne, à doubler les prix intérieurs de l'énergie et mettre en place une réforme fiscale plus favorable aux grands groupes.

Cependant, six mois plus tard, l'accord était gelé, Viktor Ianoukovitch refusait d'augmenter les tarifs du gaz.

De plus, en décembre 2010, le président Viktor Ianoukovitch, a mis son veto à une réforme fiscale controversée qui avait suscité le plus important mouvement de contestation populaire, depuis son élection en février. Cette réforme du code des impôts, adoptée le 18 novembre par le Parlement,

alourdissait la pression fiscale pour les PME et les particuliers au profit des grandes entreprises capitalistes.

Le président Viktor Ianoukovitch avait, en matière de relation économique avec l'Union européenne et la Russie, une approche pragmatique. Seulement, les Européens, inféodés aux Etats-Unis, n'ont qu'un seul objectif, celui de couper l'Ukraine de Moscou. Or un retournement unilatéral vers l'Union européenne est impossible économiquement, énergétiquement et politiquement pour l'Ukraine.

j. Année 2011 : Deuxième procès de Ioulia Timochenko

À partir de mai 2010, une série d'enquêtes a été ouverte pour corruption contre l'ex-première ministre du gouvernement de Viktor Iouchtchenko, Ioulia Tymochenko, et une quinzaine d'anciens membres de ce même gouvernement. La moitié d'eux a été incarcérée pour des durées de 8 à 12 mois, principalement pour abus de fonction.

De même, 18 enquêtes ont été ouvertes contre des hauts fonctionnaires du gouvernement en question, 9 d'entre eux ont été arrêtés pour les mêmes motifs.

Le 11 octobre 2011, Ioulia Timochenko a été condamnée à sept ans de prison. Les accusations portées contre elle d'abus de pouvoir, d'abus de biens sociaux, voire de meurtres reposent bel et bien sur des faits concrets.

Ce même 11 octobre 2011, l'administration d'Obama a fait pression sur le gouvernement ukrainien pour « libérer Timochenko, les autres dirigeants politiques et les anciens fonctionnaires du gouvernement de Viktor Iouchtchenko ». Le 25 février 2012, l'Union européenne posait un ultimatum de trois mois à l'Ukraine pour la libération de Ioulia Timochenko.

k. Année 2012 : Elections législatives

En octobre 2012, le parti de Ioulia Timochenko a passé une alliance électorale avec Svoboda une semaine avant les élections. Aucun écho de cette alliance dans la presse française.

Le 15 octobre 2012, 3000 militants de Svoboda manifestent à Kiev pour commémorer le 70^{ème} anniversaire de la création de l'Armée insurrectionnelle ukrainienne, armée fasciste créée en octobre 1942 par Stepan Bandera.

Compte tenu de la réhabilitation des fascistes, Svoboda réalise une percée dans le pays et entre au Parlement ukrainien en 2012 avec plus de 10% des voix (atteignant près de 30% dans certaines régions de l'ouest de l'Ukraine).

I. Année 2013-2014 : Le putsch EuroMaïdan

Les médias occidentaux ont présenté, dès le début, les « évènements » d'Ukraine comme un mouvement populaire revendiquant l'adhésion de leur pays à l'UE et par conséquent une prise de distance par rapport à la Russie. Si un mouvement populaire a bel et bien existé, c'était pour des raisons sociales, notamment en termes de pouvoir d'achat et d'obtention de droits sociaux nouveaux et absolument pas pour demander l'adhésion à l'UE.

La raison du putsch

Suite à l'échec des politiques économiques libérales imposées par le FMI et l'UE, l'Ukraine avait besoin d'une aide de 20 milliards d'euros. L'UE, avec l'aval des EU, a voulu en profiter pour contraindre l'Ukraine à un accord libéral avec son pendant austéritaire.

En effet, le FMI impose un programme de réformes en Ukraine en échange d'un prêt : augmenter l'âge de départ à la retraite de deux ans pour les hommes, trois ans pour les femmes, limiter le montant des retraites, augmenter le prix du gaz pour les entreprises de plus de 50%, de 100% pour les consommateurs, augmenter le coût de l'électricité de 40%, annuler les prestations sociales, augmenter les taxes sur le transport de 50%, geler le salaire de base, privatiser toutes les mines, annuler le soutien de l'Etat dans l'aide alimentaire, limiter les salaires des fonctionnaires, et limiter les allocations chômage à six mois.

Or, Viktor Ianoukovitch, qui jusque-là recherchait l'équilibre entre l'UE et la Russie, a refusé cette razzia de l'Union Européenne sur l'Ukraine et a accepté la proposition russe d'une aide immédiate de 15 milliards et de baisse d'un tiers du prix du gaz et annoncé la levée des barrières douanières entre l'Ukraine et la Russie.

La montée en puissance du mouvement Euromaïdan

Le 21 novembre 2013, 2 000 manifestants pro-européens occupent la place Maïdan de Kiev, dès l'annonce du report de la signature de l'accord d'association avec l'UE. Plus de 400 personnes furent blessées du 24 novembre au 13 décembre, dont 200 policiers. Le Secteur Droit (milice fasciste) et Svoboda prennent la tête de ce mouvement.

Le 1^{er} janvier 2014, une marche, organisée par le parti Svoboda, a vu 15 000 torches allumées pour célébrer le 105^e anniversaire de la naissance du fasciste Stepan Bandera. Durant le putsch Euromaïdan, Secteur Droit et Svoboda auraient distribué des traductions récentes de *Mein Kampf* et du *Protocole des Sages de Sion* (il s'agit d'un faux qui se présente comme un plan de conquête du monde établi par les juifs et les francs-maçons.) sur la place Maïdan.

Les manifestations se poursuivent, rassemblant quotidiennement plus d'une dizaine de milliers de personnes. Les putschistes occupent les centres administratifs à travers le pays. Vitali Klitschko (UDAR) avouera que l'ensemble des occupations des administrations régionales à travers l'Ukraine avait été planifié à l'avance.

L'opposition populaire à l'Euromaïdan

Aux dires même de journalistes occidentaux, à part sur la place Maïdan et quelques rues avoisinantes ou dans l'ouest (essentiellement en Galicie où Svoboda représente 30 % de l'électorat), la vie en Ukraine se déroule normalement. Et tous les appels à la grève générale ont été superbement ignorés par les travailleurs d'Ukraine. Les oranges-bruns de la place Maïdan ne mobilisent donc pas les masses populaires.

Passé un moment de stupeur, la résistance populaire s'organise et le Parti Communiste d'Ukraine (KPU) prend une part active dans l'organisation de cette résistance au coup d'état fasciste.

En Janvier 2014, les anti-maïdan s'organisent pour repousser les activistes pro-européens et néonazis. Dans 15 des 25 oblasts du pays (à l'Est essentiellement), les forces de police repoussent les "EuroMaïdan" et les empêchent d'occuper les bâtiments publics régionaux.

A Kiev, une ville de tentes s'installe dans le parc Mariinski, où des milliers d'anti-maïdan sont venus sous le bâtiment du gouvernement pour affirmer leur détermination contre le coup d'Etat euro-fasciste. Ils sont venus des régions de Donetsk, de Lugansk, mais également de Crimée, mais aussi du centre de l'Ukraine et même de l'Ouest du pays (pourtant bastion des pro-UE et des néonazis).

En février 2014, la plupart des Ukrainiens (51%) condamnent les manifestations de "EuroMaïdan" (seul 44% des ukrainiens y sont favorables). 60% des ukrainiens condamnent les occupations des sièges des administrations publiques (seul 32% des ukrainiens y sont favorables). Sur la place de l'indépendance à Kiev, les manifestants populaires ont quitté les lieux pour les laisser aux fascistes de Svoboda.

Début février 2014, à Kharkov (dans l'Est du pays), et à Kiev (la capitale occupée par les néonazis de l'Euromaïdan), des fronts antifascistes sont constitués pour résister au coup d'état fasciste. Des milices populaires se créent à Donetsk, à Soumy, à Zaporjié, à Stakhanov, à Dnipropetrovsk, à Odessa, à Sebastopol, à Simferopol, à Théodosie, à Lougansk.



Le KPU et un référendum sur l'adhésion de l'Ukraine à l'Union Européenne



Logo du KPU

Fin novembre 2013, pour résoudre le conflit larvé, le Parti Communiste d'Ukraine (KPU, qui représente environ 13% des voix) récolte 3,5 millions de signatures pour obtenir un référendum sur l'adhésion de l'Ukraine à l'Union Européenne. Les communistes s'activent en effet pour bloquer cette adhésion qui détruira d'avantage l'économie du pays et développera la misère en Ukraine. En décembre 2013, 55% des Ukrainiens n'étaient pas favorables à l'accord d'association avec l'UE.

Mais, à la Rada, les partis pro-européens de droite, social-démocrate et fascistes ukrainiens rejettent la proposition communiste de référendum. A l'issue du vote au parlement, Petro Simonenko (secrétaire général du KPU) déclare : "Les oligarques sont venus sauver les oligarques".

La composition politique de l'euroMaïdan

Au début des événements de novembre 2013, l'opposition politique au Président Viktor Ianoukovytch comprend 4 partis : Patrie, l'UDAR, Svoboda et Praviy Sektor.

Patrie.

Fondé en 2012 en vue des législatives, « Patrie » est l'héritière du « Bloc de Ioula Timochenko » et est dirigée par Arseni Iatseniouk, ancien banquier et ancien ministre des Affaires étrangères de Viktor Iouchtchenko.

Patrie est un parti populiste de centre-droit, libéral sur les questions économiques et modérément conservateur sur les questions de société ; c'est un parti pro-européen qui milite pour l'adhésion de l'Ukraine à l'Union Européenne. L'égérie de Timochenko est Margaret Thatcher.



ВСЕУКРАЇНСЬКЕ ОБ'ЄДНАННЯ

L'UDAR.

Créé le 24 avril 2010, L'UDAR, Alliance démocratique ukrainienne pour la réforme, succède au parti « Capital européen ». Vitali Klitschko (ancien boxeur) en devient le président. Vitali Klitschko a le statut de résident permanent dans deux pays étrangers : les États-Unis et l'Allemagne.

UDAR est un parti conservateur et pro-européen. L'UDAR (« coup de poing ») regroupe lui aussi des anciens de la Révolution Orange.

**П А Р Т І Я
У Д А Р
ВІТАЛІЯ КЛИЧКА**

Svoboda.

Fondé en 1991, Svoboda s'appelait initialement Parti Nationaliste Social d'Ukraine. C'est, en 2004 avec l'arrivée d'Oleh Tyahnybok à la tête du parti, que le nom devient Svoboda. Svoboda se pose comme l'héritier de « l'Organisation des nationalistes ukrainiens » (OUN) organisation fasciste créée en exil en 1929 par Stepan Bandera. Les Européens et les Américains ont fait pression sur le parti Svoboda (dont ils avaient besoin), avec leurs alliés « démocrates » ukrainiens, pour que Svoboda présente un visage plus respectable.

Svoboda est un parti fasciste russophobe, polonophobe, raciste et antisémite.



Svoboda prône ouvertement l'adhésion à l'OTAN, l'abolition du statut de république autonome de la Crimée, la réintroduction de la mention ethnique et religieuse des citoyens dans les documents d'identité, l'octroi de la nationalité aux seuls « ethniquement ukrainiens », la restriction de l'accès aux universités des étudiants étrangers, l'intégration dans l'UE au nom de « l'Europe des nations ». Ce programme raciste et fasciste est labellisé « désoviétisation ».



Le WolfsAngel : emblème de la 2^e Division SS Das Reich en 1944 (g.) et du parti Svoboda en 2008 (m.), avant d'être stylisé en forme de doigts (rappel du trident) (d.)

www.les-crises.fr/tag/ukraine

Pravy Sektor.

Fondé en novembre 2013, Pravy Sektor (le Secteur Droit) est un parti fasciste, essentiellement anti-Russe. Ce parti est né du regroupement de mouvements d'extrême droite ukrainiens dont Le Trident de Stepan Bandera, Bilyi Molot (le marteau blanc) et L'UNA UNSO (Assemblée nationale ukrainienne Autodéfense ukrainienne) qui milite pour la réhabilitation des membres de l'Armée insurrectionnelle ukrainienne. Le milliardaire Igor Kolomoisky finance ce mouvement.



Il est utilisé, durant le putsch Euromaïdan, en tant qu'organisation paramilitaire. Il a prêté main-forte à l'organisation de la terreur contre les personnes en lien avec le président Viktor Ianoukovitch.



Les tirs contre les manifestants.

Dans la semaine du 17 au 23 février 2014, il est certain que les tirs contre les manifestants et les policiers provenaient essentiellement de snipers anti-Ianoukovitch. Rappelons que ces tirs ont fait près de 80 victimes (policiers et manifestants). L'analyse des balles extraites des corps prouvent qu'elles sont, pour beaucoup, issues des mêmes armes.

« Il y a maintenant une conviction grandissante qui veut que, derrière les snipers, ce n'était pas Ianoukovitch, mais quelqu'un de la nouvelle coalition » a affirmé Urmas Paet, ministre estonien des Affaires étrangères à Catherine Ashton, haut représentant de l'Union Européenne.

Cette technique du soft power américain est connue sous le terme de "Regime Change".

Cette technique de la CIA a été utilisée au Venezuela, lors de coup d'état du 11 avril 2002 où le président Hugo Chavez a été temporairement renversé, après que des manifestants pro-Chavez et anti-Chavez aient été frappés par des mystérieux francs-tireurs cachés. Elle a été encore utilisée, toujours au Venezuela, le 12 février 2014, lors de la tentative de déstabilisation du président Nicolas Maduro où trois jeunes Vénézuéliens ont trouvé la mort, lors d'une manifestation anti-Maduro à Caracas.

Cette méthode de déstabilisation d'un régime politique par la mise en place du chaos est celle aussi utilisée par la CIA, notamment en Iran (coup d'Etat contre le Premier ministre iranien Mohammad Mossadegh perpétré par la CIA en 1953) et au Chili (coup d'Etat contre le président chilien Salvador Allende en 1973). Ces deux dirigeants progressistes s'opposaient aux politiques impérialistes de Washington.

Or, les médias occidentaux et les euros-maidans ont attribué la responsabilité des tirs à Viktor Ianoukovitch et ont ainsi légitimé la prise du pouvoir par les activistes pro-européens et néo-nazis.

Les « événements de la place Maïdan » ont d'ailleurs été présentés par la propagande occidentale comme le résultat des brutalités du gouvernement qualifié de pro-russe de Ianoukovitch.

Le coup d'état du 22 février 2014.

Le 21 février 2014, Viktor Ianoukovitch signe un accord avec les partis d'opposition et trois ministres des Affaires Etrangères de l'UE.

Or, le jour suivant sa signature, le 22 février 2014, cet accord était déjà caduc et les groupes néo-nazis contraignirent Viktor Ianoukovitch à fuir le pays, après plusieurs tentatives d'assassinat. Le coup d'état EuroMaïdan renverse le gouvernement élu d'Ukraine.

Ce même 22 février 2014, suite aux événements insurrectionnels, le Parlement ukrainien vote la libération de Ioulia Timochenko qui est libérée le même jour.

Le jour suivant est constitué un nouveau gouvernement pro-occidental, immédiatement reconnu par les Etats Unis, comme lors du putsch contre Hugo Chavez de 2002.

Le gouvernement EuroMaïdan.

Le 26 février 2014, Oleksander Tourtchinov (membre du parti de Ioulia Timochenko) devient président par intérim à la suite de la destitution de Viktor Ianoukovitch. Il désigne Arseni Iatseniouk comme son Premier ministre.

Le nouveau gouvernement est composé de trois groupes : des ultra-libéraux et pro-européens ; des membres de la société civile de Maïdan ; des fascistes.

Au total ce ne sont pas moins de sept ministres néo-nazis qui ont été nommés sur les dix-neuf membres que compte le gouvernement, et à des postes clés :

- Oleksandr Sych (membre de Svoboda), vice-premier ministre du gouvernement Iatseniouk jusqu'au 2 décembre 2014. Il s'est rendu tristement célèbre par ses croisades anti-avortement et son anti-communisme. Il a déjà proposé un texte interdisant l'avortement même en cas de viol ;
- Ihor Tenyukh (membre de Svoboda), ministre de la Défense du gouvernement Iatseniouk du 27 février 2014 au 25 mars 2014. Il a été formé aux États-Unis et a dirigé les manœuvres conjointes de l'Ukraine et de l'OTAN ;
- Ihor Shvaika (membre de Svoboda), ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation du gouvernement Iatseniouk jusqu'au 12 novembre 2014, accusé de l'enlèvement de son fils après son divorce. A comparé la communauté vietnamienne de Kharkiv à une « tumeur maligne » ;
- Serhiy Kvit (membre du groupe néonazi Trident donc de Pravy Sektor), ministre de l'Éducation et de la Science. A fréquenté diverses organisation néo-nazies telles que le Trident se revendiquant ouvertement des groupes collaborateurs pendant la deuxième guerre mondiale ;
- Andriy Mokhnik (membre de Svoboda), ministre de l'Écologie et des Ressources naturelles du gouvernement Iatseniouk jusqu'au 2 décembre 2014.
- Dmitri Boulatov (membre de UNA-UNSO), ministre de la Jeunesse et des Sports. Connu pour ses liens étroits avec le groupe ultra-fasciste « Secteur Droit ».
- Oleh Makhnitsky (membre de Svoboda), Procureur général d'Ukraine
- Andriy Parubiy (membre de Svoboda), Secrétaire général du ministère de la Défense et des Forces Armées C'est lui qui a dirigé les forces d'auto-défense de Maïdan ;
- Tetiana Tchornovol (membre de UNA-UNSO donc de Pravy Sektor), Présidente de la Commission nationale anti-corruption.

Dans le contexte où le mouvement euroMaïdan a été dirigé par les fascistes de Svoboda et de Pravy Sektor et que ces mêmes fascistes sont à l'Assemblée Nationale ukrainienne, le gouvernement euroMaïdan ne peut qu'avoir un nombre important de ministres fascistes.

On a donc tous les ingrédients d'un gouvernement prêt à servir au mieux les intérêts des capitalistes : l'obéissance aux diktats du FMI et des impérialistes américano-européens est donc garantie.

m. 16 mars 2014 : L'indépendance de la Crimée.

Région peuplée principalement de russophones, la Crimée a été rattachée en 1954 à l'Ukraine qui faisait partie, alors, de l'Union soviétique. Il s'agissait d'une décision purement formelle, car le transfert de ce territoire a été effectué à l'intérieur du même Etat. Après la chute de l'URSS en 1991, la Crimée est restée au sein de l'Ukraine dans le cadre d'une république autonome.

La Crimée interdit les activités du parti néonazi "Svoboda".

Fin janvier 2014, en réaction aux violences commises par les néonazis de Svoboda soutenu par l'UE, le Présidium du Soviet Suprême (Parlement régional) de la République Autonome de Crimée a décidé d'interdire le parti Svoboda. En effet, dans 10 régions d'Ukraine, les gouvernements régionaux légitimes ont été chassés par la force par les militants fascistes.

Opposition populaire en Crimée pour dire non au fascisme et à l'extrémisme.

Fin janvier 2014, des manifestations "AntiMaïdan" se déroulent sur la place centrale de Simferopol contre le fascisme et pour la paix en Crimée. Le peuple montre ainsi sa détermination à défendre la Crimée contre les putschistes.

L'armée ukrainienne et le rejet des fascistes de Kiev.

Début mars 2014, le commandant en chef de la marine ukrainienne, l'amiral Denis Berezovski, annonce qu'il prête allégeance aux autorités de Crimée. Au même moment, la frégate Hetman Sahaydachniy, le navire amiral de la flotte ukrainienne, fait défection, refusant de suivre les ordres du gouvernement fasciste de Kiev et a hissé le drapeau russe. Des régiments d'artillerie antiaérienne des Forces armées ukrainiennes sont passés sous l'autorité du gouvernement de la république autonome de Crimée.

Dans la même période plus de 3000 militaires ukrainiens se sont mutinés contre Kiev. Les militaires ukrainiens quittent leurs unités déployés en Crimée et démissionnent massivement. Plus de 1 500 militaires des troupes de l'intérieur et quelques 1 700 gardes-frontières déployés sur le territoire de la péninsule ont rejoint les rangs de la Crimée. Les unités, le matériel et les arsenaux délaissés passent aux mains des forces d'autodéfense qui assurent l'ordre et la sécurité dans la région.

Référendum sur l'autodétermination de la Crimée.

Mi-février 2014, Vladimir Konstantinov, Président du Soviet suprême (Parlement régional) de la République autonome de Crimée déclarait que la Crimée pourrait faire sécession si le gouvernement légitime d'Ukraine était renversé.

Du fait du coup d'état fasciste du 22 février 2014 et des conséquences économiques, sociales et raciales qu'il aura sur l'Ukraine, le Soviet suprême de Crimée a décidé de tenir le 25 mai un référendum sur l'élargissement des pouvoirs de la république autonome ukrainienne de Crimée. Cette date a ensuite été avancée au 16 mars. Les communistes de Crimée appuient la décision du Parlement de Crimée d'organiser un référendum sur l'élargissement des pouvoirs de la République autonome de Crimée.

Le 16 mars 2014, lors du référendum sur le statut de la Crimée tenu le dimanche, 96,77% des électeurs ont voté en faveur du rattachement de la presqu'île à la Russie. Le taux de participation au scrutin a atteint 83,1%. Le référendum sur le statut de la république autonome de Crimée a eu lieu sans qu'aucune infraction majeure n'ait été enregistrée lors de sa tenue.

Le 17 mars 2014, le Conseil suprême de la république autonome de Crimée a adopté une déclaration d'indépendance de la Crimée. Le Conseil suprême a également adressé à Moscou une demande d'adhésion au sein de la Fédération de Russie en qualité de sujet fédéral doté du statut de république. La Russie reconnaît la république de Crimée comme un Etat indépendant et souverain.

Les communistes de Crimée intègrent le Parti Communiste de la Fédération de Russie (KPRF).

Mi-mars 2014 La branche de Crimée du Parti communiste d'Ukraine (KPU) adhère au Parti communiste de la Fédération de Russie (KPRF). En 2012, le Comité Républicain de Crimée du Parti communiste d'Ukraine avait obtenu, aux législatives, 19,41% des voix en République autonome de Crimée et 29,46% à Sébastopol.

n. 11 mai 2014 : Les Républiques populaires de Donetsk et de Lugansk.

Début février 2014, pour lutter contre les néonazis d'EuroMaïdan, le Parti Communiste d'Ukraine (KPU) monte, dans les régions de l'Est, des milices populaires à Odessa, à Stakhanov, à Simferopol, à Dnipropetrovsk, à Lougansk et à Zaporizhia.

Le 23 février 2014 : abrogation de la loi sur les langues régionales.

Le lendemain du coup d'état du 22 février 2014, le parlement ukrainien répond aux attentes xénophobes des fascistes et des nationalistes, en abrogeant la loi sur les langues régionales. Les russophones sont présents dans 13 des 25 régions ukrainiennes, essentiellement réparties au sud et à l'Est du pays. Dans les oblasts de Crimée, de Dnipropetrovsk, de Donetsk, de Mykolaïv, de Lougansk, de Kharkov, d'Odessa et de Zaporijia, 58 à 91 % de la population ukrainienne est russophone et de culture russe.

Ce même 23 février 2014, des manifestations antimaidans éclatent dans les oblasts de Donetsk, Kramatorsk, Lougansk, à Marioupol et à Sloviansk, à Odessa et à Kharkiv pour dénoncer la politique russophobe du gouvernement putschiste.

Structuration de la résistance la "milice populaire du Donbass".

Début mars 2014, des manifestations de dizaines de milliers de personnes ont lieu dans le Sud et l'Est de l'Ukraine. Les peuples de Donetsk, de Lugansk, de Kharkov, de Marioupol et de Dnipropetrovsk demandent un référendum sur l'autonomie. La révolte populaire s'organise contre le putsch de l'euromaïdan et l'ingérence de l'Union Européenne et des États-Unis. Dans les grandes villes industrielles de l'Est, Donetsk, Odessa et Kharkov, la "milice populaire du Donbass" lutte contre le nouveau pouvoir à Kiev, et les "banderovtzi" (référence à Stepan Bandera). Dans ces villes de l'Est, des dizaines de milliers de personnes manifestent pour l'autonomie. A Kharkov, les «Berkuts» (police anti-émeute) et les policiers rejoignent les manifestants anti-maidan.

La prise de pouvoir par le peuple.

Début avril 2014, les manifestations antimaidan s'étendent dans toute la région du Donbass et dans les régions limitrophes. On assiste véritablement à un soulèvement populaire contre le régime putschiste fasciste.

Le 7 avril 2014, le peuple saisit le bâtiment gouvernemental de Donetsk et proclame la République Populaire de Donetsk. Le 27 avril 2014, c'est la République Populaire de Lugansk qui est proclamée. La "milice populaire du Donbass" annonce la tenue d'un référendum sur leur statut dans les villes des oblasts de Donetsk et de Lugansk, pour le 11 mai 2014.

Dès le 2 mai 2014, l'armée ukrainienne déclenche les hostilités contre l'Est du pays. L'armée ukrainienne progresse de juin à juillet 2014, avant d'être stoppée et finalement de reculer. La junte fasciste de Kiev va engager un combat meurtrier contre les populations du Donbass. Les victimes de cette sale guerre s'estiment entre 6000 et 10.000 morts.

Pour renforcer les rangs de l'armée ukrainienne largement démobilisée, des groupes paramilitaires sont formés par les fascistes et néo-nazis de l'Euromaïdan. Par exemple, le Corps des volontaires ukrainiens émane de Pravy Sektor. En mai 2014, les mercenaires américains de l'entreprise Academi (anciennement connue sous le nom de Blackwater, engagé par les EU, lors de la guerre d'Irak) rejoignent les rangs du gouvernement de Kiev.

Incendie de la maison des syndicats d'Odessa.

Odessa est une ville portuaire du Sud de l'Ukraine, bâtie au bord de la Mer Noire. Le 2 mai 2014, l'incendie de la maison des syndicats d'Odessa provoque la mort de plus de 48 militants progressistes anti-fascistes. L'association de solidarité aux victimes a identifié 66 morts et disparus.

Lors d'un rassemblement anti-fasciste à Odessa, des groupes de fascistes de Pravi Sektor ont repoussé, à coup de bâtons et de barres de fer, les manifestants vers la maison des syndicats.

L'incendie a été déclenché par les groupes fascistes qui ont bombardé le bâtiment de cocktails Molotov. Pour éviter que les victimes ne puissent fuir, ils ont tiré sur les fenêtres de la maison des syndicats.

Beaucoup ont été brûlés vifs. Ceux qui ont tenté d'échapper aux flammes en sautant des fenêtres ont été battus à mort. Cependant, les photos des corps montrent aussi qu'un certain nombre ont été achevés sur place.

Le tout sous l'œil de la police qui est restée impassible face au massacre. Depuis, aucune enquête sérieuse n'a été diligentée sur les causes de ce drame.

Référendum d'autodétermination.

Le 11 mai 2014, dans les villes des oblasts de Donetsk et de Lougansk s'est tenu le référendum sur l'autodétermination. Cinquante trois comités locaux ont créé 1 527 bureaux de votes et imprimés 3,2 millions de bulletins en russe et en ukrainien.

Les résultats furent les suivants :

République populaire de Donetsk :

Taux de participation : 74,87%

Pour l'indépendance : 89,07%

Pour le maintien dans l'Ukraine : 10,19 %

Bulletins nuls : 0,74%

République populaire de Lugansk :

Taux de participation : 81%.

Pour l'indépendance : 90,53%

Pour le maintien dans l'Ukraine : 9,04%

Bulletins nuls : 0,43%

Le lendemain, les dirigeants de la nouvelle « République de Donetsk » demandent le rattachement à la Russie.

Le 23 mai 2014, la République Populaire de Donetsk (du 7 avril) et la République Populaire de Lougansk (du 11 mai) fusionnent en une Union des Républiques Populaires de Novorossia.



Vol MH17 Malaysia Airlines

Le 17 juillet 2014, le Vol MH17 Malaysia Airlines, avec 298 personnes à son bord, s'écrase dans la zone de conflit, à environ 30 km au nord-est de Donetsk.

La propagande impérialiste va tenter d'incriminer les résistants du Donbass et la Russie, pendant que de son côté, la Russie demande à l'ONU qu'une enquête internationale indépendante soit diligentée. La demande russe lance la procédure qui conduit à la réunion du Conseil de sécurité des Nations Unies. La réunion est programmée pour le 21 juillet.

L'insupportable tragédie endurée par les familles endeuillées ne pourra trouver l'apaisement que dans la dénonciation des vrais responsables, ceux qui, pour assurer les appétits toujours plus gros de la bourgeoisie occidentale, nous ont plongés dans cet embrasement géopolitique angoissant.

Convoi d'aide humanitaire russe.

Le 11 août 2014, la Fédération de Russie décide d'envoyer un convoi d'aide humanitaire à destination de Lougansk, l'opération devant être menée en collaboration avec le Comité international de la Croix-Rouge.

Le 22 août 2014, après avoir été bloqué par le gouvernement de Kiev, le premier convoi humanitaire russe livrera 1 800 tonnes d'aide humanitaire dans la ville de Lougansk, privée d'eau courante, d'électricité et de réseau téléphonique.

Le 13 septembre 2014, un second convoi humanitaire russe rejoindra la ville de Lougansk, à la suite du plan de paix de Minsk 1. Le convoi, inspecté par la douane russe, ukrainienne et par les agents du Comité international de la Croix-Rouge, transporte 1 880 tonnes d'aide humanitaire.

Le 20 septembre 2014, un troisième convoi humanitaire russe rejoindra quant à lui, la ville de Donetsk. Le convoi livre 2 000 tonnes d'aide humanitaire.

Par la suite tout au long de l'automne et de l'hiver 2014-2015 des convois humanitaires réguliers en provenance de Russie approvisionneront le Donbass, mais sans médiatisation occidentale.

Contre-offensive séparatiste en fin août.

Dans la dernière semaine d'août 2014, une vaste contre-offensive de la "milice populaire du Donbass" stoppe l'offensive des troupes ukrainiennes contre Donetsk et Lougansk. La contre-offensive déstabilise fortement les militaires ukrainiens et les contraint à relâcher l'étau autour de Donetsk que la propagande occidentale espérait fatal pour le Donbass.

Le 5 Septembre 2014 : Accord de Minsk 1.

Le 5 septembre 2014, les représentants de la république populaire de Donetsk, de la république populaire de Lougansk et le gouvernement de Kiev signent à Minsk un protocole d'accord pour un cessez-le-feu.

Le 16 septembre 2014, pendant le cessez-le-feu, les armées de Donetsk et celle de Lougansk ont décidé de fusionner pour former les « forces armées des États de Novorossia ».

Septembre 2014 à février 2015 : Reprise et intensification des combats.

Le 19 septembre 2014, le gouvernement de Kiev viole la trêve et les combats reprennent avec davantage d'intensité.

De septembre 2014 à février 2015, la guerre entre l'Ukraine et Novorossia se poursuit. Pendant cette période, les villes de Donetsk et de Lugansk sont régulièrement pilonnées par l'armée de Kiev.

De janvier à février 2015, les forces armées des États de Novorossia progressent et les forces ukrainiennes admettent avoir perdu l'aéroport de Donetsk

Le 13 février 2015 : L'accord de Minsk 2.

Le 13 février 2015, en raison de la défaite militaire de l'armée ukrainienne face aux milices populaires dans le Donbass, l'accord de Minsk 2 est signé par Kiev et les représentants des Républiques populaires de Donetsk et Lugansk.

L'accord de Minsk 2 établit la victoire militaire des Républiques Populaires de Donetsk et Lugansk par le retrait des troupes ukrainienne des territoires du Donbass.

L'accord de Minsk 2 acte la défaite politique de l'Ukraine dans le Donbass et l'oblige, d'ici fin 2015, à intégrer les Républiques populaires de Donetsk et Lugansk, dans des cadres juridiques spécifiques. La justice, la police, le législatif, les coopérations transfrontalières et l'économie sont contrôlés entièrement par les Républiques Populaires. Le russe retrouve son rang de langue officielle.

Le rattachement de la Crimée à la Russie est reconnu, de facto, par les occidentaux et par l'Ukraine.

Février 2015 : Reprise et intensification des combats.

L'armée ukrainienne n'a jamais respecté le cessez-le-feu et les bombardements contre les populations du Donbass n'ont jamais cessé. Ainsi, la junte de Kiev continue de violer plusieurs dizaines de fois par jour le cessez-le-feu. Les troupes de Kiev empêchent également régulièrement les observateurs de l'OSCE (Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe) de procéder au contrôle du retrait des armes lourdes. Y compris par la force. Ainsi le 10 mai 2015, une patrouille de l'OSCE a ainsi été mitraillée, près de Lougansk, par l'armée de Kiev.

L'armée ukrainienne et ses difficultés.

Cependant l'armée ukrainienne rencontre une difficulté majeure : La population ukrainienne s'oppose à la guerre contre le Donbass et refuse la mobilisation. La junte fasciste a bien essayé de rebâtir la conscription militaire, mais les déserteurs sont de plus en plus nombreux. Un rapport de l'OSCE confirme que, malgré les interdictions, malgré la répression et malgré les attaques conduites par des activistes néo-nazis (par exemple à Lviv, à Kiev ...) de très importantes manifestations populaires ont eu lieu en Ukraine, notamment pour le 9 mai.

De plus, l'armée ukrainienne est confrontée au peuple du Donbass qui sait se battre, a les capacités de commandement, connaît le terrain des opérations militaires, et surtout, a la détermination à se battre. Il est clair que cette guerre est une question de survie face aux fascistes russophones au pouvoir. Ainsi, différentes ONG et l'ONU dénoncent régulièrement la situation humanitaire dramatique

du Donbass en raison de l'attaque et du siège provoqué par les forces armées de Kiev. Selon Giovanna Barberis de l'UNICEF, les autorités de Kiev bloquent l'acheminement d'aide humanitaire.

o. 25 mai 2014 : Election de Petro Porochenko.

Le gouvernement des putschistes d'Euromaïdan avait déjà commencé à mettre en place les mesures d'austérité imposées par l'UE et le FMI, incluant l'abandon de subventions en matière d'énergie et laissant la monnaie, la hryvnia, se déprécier de 30% par rapport au dollar américain. Les prix d'essence moyens pour les ménages ukrainiens ont commencé à augmenter de plus de 50% au mois de mai 2014 et le prix du chauffage augmentera de 40% à partir de juillet 2014. Toutes les mesures anti-sociales et les violences ont discrédité le gouvernement putschiste d'Euromaïdan, auprès de la population.

25 mai 2014 : Election présidentielle.



La victoire de Petro Porochenko (54 % des suffrages) traduit le discrédit du gouvernement putschiste d'Euromaïdan. Echaudé par la violence économique et les exactions des putschistes d'Euromaïdan, le peuple d'Ukraine sanctionne (12,81 % pour Patrie) les leaders de EuroMaïdan, Ioulia Timochenko et Olexandre Tourtchinov et rejettent (avec 1% de voix) les néonazis, Dmytro Iaroch (Pravyi Sektor) et Oleh Tiakhnibok (Svoboda).

Aux affaires étrangères sous la présidence de Viktor Iouchtchenko et au développement économique sous celle de Viktor Ianoukovitch, cet opportuniste a su garder une image de mesure quant aux relations qu'il comptait avoir avec le Donbass et la Russie, malgré un européisme déclaré.

L'Ouest se mobilise fortement et le Sud-est s'abstient.

Les régions de l'Ouest, les bastions nationalistes, comme "la Galicie" et le centre de l'Ukraine restent mobilisés pour ces élections. Par contre, le Sud et Est n'ont pas participé à ces élections, en dehors de la région d'Odessa. L'élection n'a pas pu se dérouler dans le Donbass sur lequel, à la suite de son élection, Petro Porochenko déclare : « Ceux qui refusent de déposer les armes sont des terroristes et on ne négocie pas avec les terroristes. »

Poursuite de la fascisation.

Petro Porochenko crée un ministère de la propagande et de la censure. Petro Porochenko qui avait déjà main mise sur l'information en Ukraine via sa chaîne TV5 disposera désormais du droit de censure sur tous les autres médias.

Andrei Parubiy, leader de Svoboda, est maintenu secrétaire du conseil national de la sécurité et de la défense.

En Juillet 2014, le gouvernement poursuit en justice le Parti communiste d'Ukraine (KPU) afin de l'interdire. Au cours des derniers mois, les membres du Parti communiste d'Ukraine ont été victimes de chantage, d'agressions et de pressions. Les biens du parti ont été saisis illégalement et un grand nombre des bureaux régionaux du Parti communiste ont été attaqués, pillés et incendiés.

Signature de l'accord d'association avec l'Union européenne.

Le vendredi 27 juin 2014, à Bruxelles, Petro Porochenko signe un accord d'association avec l'Union européenne. La vraie victoire du Maïdan est la non-signature d'accord avec la Russie et la signature des accords prédateurs avec l'Europe.

26 octobre 2014 : Elections législatives anticipées.

Le 25 août 2014, Petro Porochenko dissout le Parlement ukrainien et annonce des élections législatives pour le 26 octobre de la même année, initialement prévues en 2017.

L'oligarchie a justifié sa décision en affirmant qu'une partie des députés actuels étaient des partisans de la rébellion séparatiste dans le sud-est de l'Ukraine. Il vise tout particulièrement les députés communistes soumis déjà à une implacable campagne de diffamation. Petro Porochenko a même déclaré : "Ce sont des complices et des soutiens directs, au moins des partisans des militants séparatistes. Pouvons-nous vraiment tolérer cela ? Pouvons-nous gagner la guerre de cette manière ?".

Au terme des élections législatives anticipées du 26 octobre 2014, le Bloc Petro Porochenko reçoit 21,81 % des suffrages exprimés et le Front populaire, parti du Premier ministre Iatseniouk, récupère 22,17 % des suffrages. Ce qui assure une large majorité pro-européenne à la Rada.

En novembre 2014, Petro Porochenko s'est prononcé pour l'élimination pure et simple du Parti communiste d'Ukraine à l'occasion des élections législatives anticipées. Le Parti communiste d'Ukraine "n'a pas le droit de figurer dans le paysage politique ukrainien, en raison des crimes commis dans le passé et de nos jours", a affirmé Petro Porochenko.

2 décembre 2014 : Nouveau gouvernement comprador.

Le 2 décembre 2014, six semaines après les élections législatives, le Front populaire du premier ministre, Arseni Iatseniouk, et le Bloc du président, Petro Porochenko, forment le nouveau gouvernement ukrainien.

La nomination de proconsuls à la tête de l'état ukrainien caractérise le caractère comprador du gouvernement ukrainien, vendu aux intérêts des impérialistes EU et UE. Le choix de membres des gouvernements de la Géorgie n'est pas anecdotique, car le personnel géorgien, à la solde de l'impérialisme américain, est recyclé par les EU dans le nouveau gouvernement ukrainien.

Les ministres étrangers à la solde des EU sont :

- Le ministre des finances, Natalia Iaresko, Américaine du ministère des affaires étrangères américain,
- Le ministre de l'économie, Aivaras Arbomavitchous, Lituanien du fonds d'investissement suédois East Capital,
- Le ministre de la santé Alexander Kvitachvili, Géorgien ancien ministre de la santé et du travail,
- Le vice-ministre ukrainien de la Justice, Giya Getsadze, ancien représentant du président Saakachvili dans la région géorgienne d'Imeretie.
- Le vice-ministre ukrainienne de l'Intérieur, Ekaterina (Eka) Zgouladze, ex-adjointe du ministre géorgien de l'Intérieur.

Le 21 janvier 2015, l'ex-ministre géorgien de la Justice Zourab Adeïchvili, recherché par Interpol pour abus de pouvoir et mauvais traitements infligés aux détenus des prisons en Géorgie, intégrerait le groupe anti-corruption en Ukraine.

Le 13 février 2015 Petro Porochenko nomme l'ancien président géorgien Mikhaïl Saakachvili comme chef du nouveau conseil consultatif international pour les réformes. Un poste clé qu'il assumera entouré d'une dizaine de ses compatriotes, qui ont conduit les réformes ultralibérales de ses deux mandats. Pour Mikhaïl Saakachvili, privatiser l'économie fait partie de mesures qui coupent peu à peu ces républiques de l'influence de Moscou. Dirigeant du coup d'état de « la Révolution des Roses » en novembre 2003 en Géorgie, après son second mandat en novembre 2013, M.Saakachvili est obligé de s'exiler aux États-Unis suite aux différentes poursuites judiciaires dont il est l'objet.

En avril 2015, Le président ukrainien Petro Porochenko a approuvé le programme de coopération pour l'année 2015 avec l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN).

Continuité de la fascisation.

Bien évidemment le 2 décembre 2014, Petro Porochenko n'oublie pas ses alliés d'extrême droite en nommant ministre de la Défense Stepan Poltorak, commandant en chef de la Garde Nationale, rassemblement des ultranationalistes et des nazis de Pravy Sektor et conservant Sergei Kvit, membre de Svoboda, comme ministre de l'Education et de l'Enseignement supérieur.

Le 5 décembre 2014, le néo-nazi biélorusse Sergei Korotkikh a été naturalisé Ukrainien par Petro Porochenko pour son engagement dans le bataillon Azov, groupes paramilitaires de Pravy Sektor. Sergei Korotkikh est connu pour son appartenance à plusieurs organisations néo-nazies de Russie qui attaquent les travailleurs migrants en provenance d'Asie centrale et du Caucase.

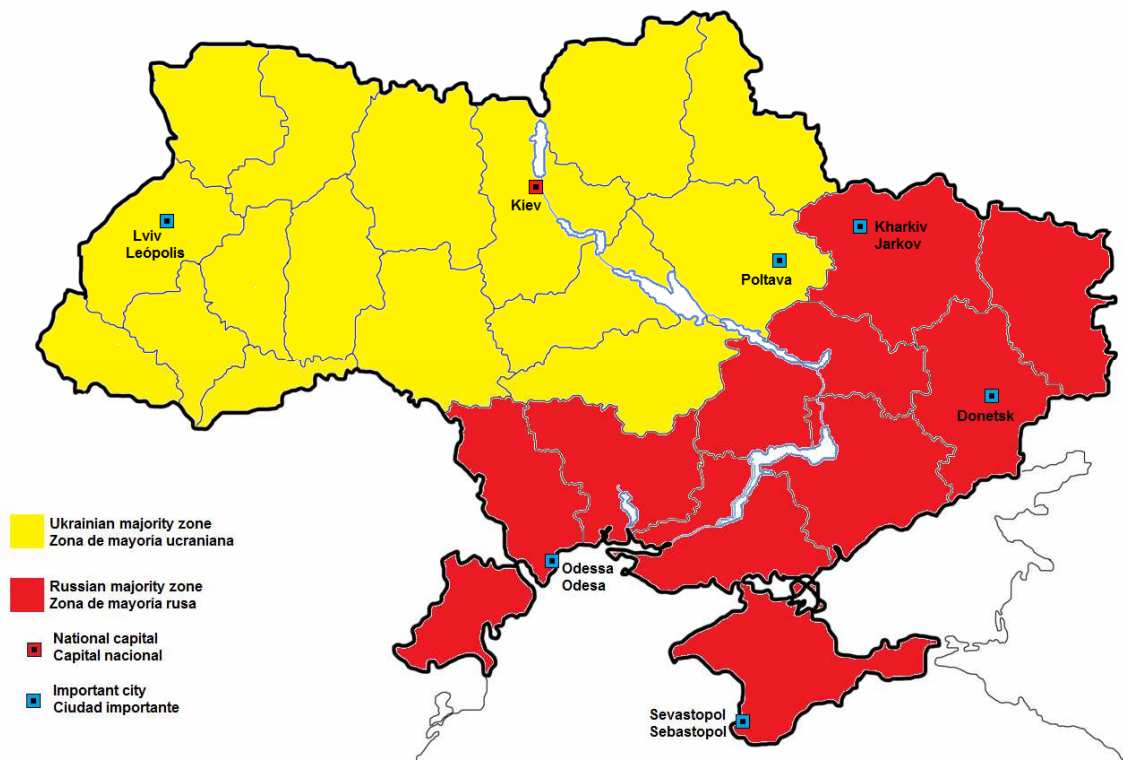
Le 9 avril 2015, la Rada, Parlement, majoritairement antirusse, a voté une loi dite de "décommunisation", interdisant toute «propagande des régimes totalitaires communiste et nazi». Ce texte interdit «toute négation publique» de leur «caractère criminel», ainsi que toute «production», «diffusion» et «utilisation publique» de leurs symboles. Une manière pratique pour le président Porochenko de se débarrasser du Parti communiste ukrainien (KPU) et de laisser libre au cours aux partis fascistes ukrainiens puisqu'ils ne se reconnaissent pas du nazisme allemand.

Ce même 9 avril 2015, la Rada a adopté une loi qui reconnaît «l'Organisation des nationalistes ukrainiens» (OUN) et «des Ukrainiens de l'armée rebelle» (UPA) comme combattants pour l'indépendance du pays au XXème siècle. De plus, la Rada donne accès aux membres de ses organisations à la sécurité sociale. Pour Petro Porochenko, « les combattants de l'UPA sont un modèle d'héroïsme ».

En avril 2015, Dmitri Iaroch, leader de Pravy Sektor, est nommé conseiller officiel du chef d'état-major de l'armée ukrainienne. En outre, les milices paramilitaires de Pravy Sektor doivent être intégrées aux forces armées.

Le 1^{er} mai 2015, la manifestation du 1er mai est interdite, par l'armée, à Odessa.

Le 16 mai 2015, le président Petro Porochenko signait le décret d'application de la loi de "décommunisation".



II. Analyse géopolitique de la crise d'Ukraine.

a. Introduction.

La question de l'Ukraine n'est pas celle de la main-mise de la Russie sur l'Ukraine, mais bien celle de la main mise des EU et de l'EU sur l'Ukraine et de sa dérive fascisante.

Qu'il s'agisse de la Révolution Orange ou de la place Maïdan, nous avons à faire à des coups d'état orchestrés par les impérialistes américains et européens. En effet, les Etats-Unis, tout comme l'Allemagne (nazie d'hier ou démocratique d'aujourd'hui) voit l'Ukraine comme l'élément géostratégique majeur pour affaiblir la Russie (soviétique d'hier ou capitaliste d'aujourd'hui).

Le but des impérialistes est donc non seulement, de maximiser leurs profits en pillant d'avantage l'Ukraine, mais aussi, et surtout, d'isoler la Russie qui est un obstacle majeur à leur rapacité. On retrouve ici la raison fondamentale de toutes les « révolutions colorées » des ex-pays socialistes, à savoir de couper ces pays de leur relations économiques et politiques privilégiées avec la Russie et de piller leur économie.

Voilà ce qui explique les multiples visites de Mc Cain, ex-candidat à la présidentielle des EU, de John Kerry, chef du département américain des affaires étrangères et d'officiels allemands aux manifestants fascistes ukrainiens qui occupaient la place Maïdan de Kiev.

b. La Russie.

De 1990 à 1999, Boris Eltsine, président du Soviet suprême, démantèle l'URSS et laisse le pays entre les mains des impérialistes, notamment américains et allemands. Pendant cette décennie, sous la pression des EU, de l'UE et avec l'aide des oligarques russes, l'économie russe fut privatisée et le droit expurgé de tout cadre pouvant entraver les investissements étrangers, et l'état russe démantelé. Les privatisations et l'ouverture de l'économie aux investisseurs étrangers eurent pour résultat le pillage de toute l'économie, des finances publiques et du patrimoine national par les EU, l'UE et les oligarques russes. Après un tel démantèlement de l'état, la Russie était même incapable de maintenir la loi et l'ordre sur son territoire ou de récolter l'impôt et bien sûr incapable de poursuivre une quelconque politique étrangère indépendante. Pendant toutes ces années, la Russie fut appelée « démocratie libérale » par la propagande occidentale.

En 2000, Vladimir Poutine devient président de la Fédération de Russie. Le gouvernement de Vladimir Poutine remplace progressivement les hauts fonctionnaires compradores, reconstruit de l'État russe, remet les institutions nationales en fonction. Le gouvernement de Vladimir Poutine, même s'il ne destitue pas les oligarques, parvient cependant à les empêcher de nuire à l'État russe.

Dès lors, l'Occident engagea une stratégie d'isolation, d'encerclement et d'affaiblissement de l'État russe en sapant ses relations avec ses alliés politiques et partenaires commerciaux. La diabolisation de Poutine se développa dans les médias occidentaux et devient même permanente et de plus en plus véhémente.

c. L'impérialisme allemand.

Vers la fin des années soixante, l'Allemagne, ayant retrouvé sa puissance économique, s'engage davantage dans la construction européenne. Année après année, grâce aux prêts à taux réduit de l'UE, le capitalisme allemand, notamment la finance, pénétrera les marchés d'Europe du Sud et de l'Est, mais aussi celui de Russie.

Aujourd'hui l'Allemagne, qui a largement dépassé sur le plan économique tous les autres pays de l'UE (le PIB de l'Allemagne est supérieur d'un tiers de celui de la France) contrôle entièrement les instances de l'Union européenne.

De 1990 à 1999 : l'Allemagne pille l'économie de l'ex-URSS.

Cette explosion de la puissance économique et financière de l'Allemagne à l'échelle mondiale n'aurait pu se produire sans l'annexion de la République Démocratique d'Allemagne (la RDA est annexée le 3 octobre 1990). L'Allemagne a pu alors développer son économie par la délocalisation à « l'interne » de sa production, profitant par là-même du démantèlement de la protection sociale et des bas salaires à l'Est qu'elle avait contribués à mettre en place.

Dans ces années, l'Allemagne renoue avec la politique de la Drang nach Osten (Marche vers l'Est) qu'elle avait dû abandonner depuis la fin de la seconde guerre. En effet, si l'annexion de l'Allemagne de l'Est est l'élément central du décollage de l'impérialisme de l'Allemagne, le renversement des

gouvernements post-communistes des ex-pays de l'Est par des Révolution Colorées permit expansion de la domination du capitalisme allemand sur l'ensemble des marchés de l'ancien bloc de l'Est.

Les deux pays impérialistes, Allemagne et États-Unis, partageaient l'objectif d'intégrer rapidement les pays de l'ex-URSS dans le giron des pays sous l'influence de l'Europe et des EU et de les éloigner de la Russie. Les impérialismes américain et allemand s'accordèrent pour déclencher les mouvements séparatistes et les révolutions colorées des ex-pays socialistes. L'Allemagne intervint en Yougoslavie, armant et orientant les séparatistes en Slovénie et en Croatie. Elle apporta son concours au bombardement de la Serbie par l'OTAN. Jusqu'à l'intervention militaire de l'Otan en 1999, l'Allemagne sera la principale source d'armement de l'UÇK (Armée de Libération du Kosovo), organisation fasciste impliquée dans la guerre terroriste contre la Yougoslavie.

De 2000 à 2005 : Le partenariat entre l'Allemagne et la Russie.

Dès son arrivée en 2000, Vladimir Poutine, président de la Fédération de Russie, développe la coopération germano-russe. Il s'ensuit de très nombreux partenariats stratégiques entre grands groupes industriels des deux puissances. A partir 2002, ces partenariats sont organisés par la Deutsch-Russische Strategische Arbeitsgruppe (groupe de travail stratégique germano-russe). En 2007, l'ouverture de la chambre de commerce germano-russe officialise la coopération économique entre les deux pays.

En 2003, l'opposition de Gerhard Schröder, chancelier fédéral allemand, à la deuxième guerre en Irak marque la volonté d'émancipation par rapport à l'impérialisme américain. L'Allemagne tente de s'appuyer sur son nouveau partenaire commercial russe pour remettre en cause à terme la tutelle américaine.

De 2005 à 2020 : Le retour de l'axe Allemagne - EU.

En septembre 2005, la perte des élections parlementaires allemandes par le SPD (Parti social-démocrate d'Allemagne) entraîne la démission de Gerard Schröder. Le 22 novembre 2005, après la victoire de la CDU/CSU (l'Union chrétienne-démocrate d'Allemagne (CDU) et l'Union chrétienne-sociale en Bavière (CSU)), Angela Merkel est élue chancelière de la République fédérale d'Allemagne.

Les réseaux financiers allemands atlantistes, dont l'influence reste prépondérante en Allemagne, reprennent le contrôle de l'appareil d'Etat allemand.

La très atlantiste Angela Merkel se montre beaucoup plus distante envers la Russie, mais elle doit mettre un bémol à ses attaques contre la Russie sous la pression de la bourgeoisie allemande économiquement liée à la Russie.

Les contradictions des impérialistes allemand et américain.

Ces dernières années, l'Allemagne est encore le vassal de la finance américaine ne pouvant s'émanciper de la tutelle de l'impérialiste dominant, mais devient aussi un adversaire résolu, comme impérialiste montant.

En janvier 2014, le ministre allemand des Affaires étrangères, Frank-Walter Steinmeier, avait déclaré que « L'Allemagne est trop grande pour se limiter à commenter la politique mondiale sans y participer ».

En février 2014, Victoria Nuland, Secrétaire d'État assistant pour l'Europe et l'Eurasie, dans un appel à l'ambassadeur américain en Ukraine, résume clairement la position américaine sur leur rapport avec les intérêts européens en déclarant «L'Europe n'a qu'à aller se faire foutre».

Le 10 juillet 2014, suite au scandale sur les écoutes téléphoniques, l'expulsion du chef de la CIA à Berlin montre la volonté allemande de s'affirmer comme puissance majeure non soumise à la puissance américaine.

Au début de l'année 2014, lors de la conférence sur la sécurité à Munich (qui réunit annuellement dans la capitale bavaroise les chefs d'Etat et de gouvernement, les ministres des affaires étrangères et de la défense, des représentants de l'UE, de l'ONU), l'Allemagne annonçait la fin de la politique de la retenue militaire et qu'à l'avenir, elle interviendrait de manière plus décidée et plus substantielle dans les régions de crises internationales.

En mai 2015, l'Allemagne annonce l'augmentation des troupes de blindés, la modernisation de sa flotte et la construction d'un nouveau véhicule militaire.

La lutte pour les sphères d'influence, l'accaparement des matières premières, des nouveaux marchés et la captation de la main-d'œuvre sous-payée provoquent aussi des conflits entre pouvoirs impérialistes alliés. D'où des tensions significatives entre l'Allemagne et les Etats-Unis : si ils ont collaboré à l'installation d'un régime libéral fascisant en Ukraine, ils divergent quant aux sanctions économiques contre la Russie, qui affecteraient principalement les sociétés allemandes et européennes.

Le 4 février 2015, Angela Merkel avait défendu la même position lors d'une visite en Hongrie : « L'Allemagne ne soutiendra pas l'Ukraine avec des armes ».

En août 2014, en visite à Riga, capitale de la Lettonie, Angela Merkel a réaffirmé sa solidarité avec les pays baltes et la volonté de l'OTAN (dont ils sont membres) de les défendre en cas de menace russe. En même temps, en réalité en totale opposition avec les aspirations des EU, elle a rejeté toute présence permanente de troupes de l'OTAN dans les Pays Baltes, afin d'éviter toute provocation à l'égard de Moscou.

A Kiev, Angela Merkel affirme le soutien allemand au président Porochenko et appelle au dialogue, à la négociation et à la réconciliation avec la Russie.

Si l'Allemagne durcit ses relations avec la Russie et se prépare à une possible issue militaire, elle tente de freiner les ardeurs va-t-en-guerre des américains.

Les contradictions de la bourgeoisie allemande.

Les classes bourgeoises allemandes se décomposent en deux groupes fondamentaux aux orientations bien distinctes :

- La bourgeoisie « financière » qui est liée à la finance américaine, ceux des réseaux de la fondation Bertelsmann, intégrés à ceux de la haute finance américaine.

- La bourgeoisie « industrielle » plus libre de ses alliances et qui cherche à l'Est le développement économique, ceux qui siègent dans l'Ost-Ausschuss der Deutschen Wirtschaft (comité Est de l'économie allemande), émanation du haut patronat industriel allemand pro-russe.

Ces deux orientations s'affrontent dans la bourgeoisie allemande pour déterminer l'orientation de la politique allemande.

Conclusion de l'impérialisme allemand.

La bourgeoisie « financière », pour l'instant classe dirigeante allemande, a pour projet la soumission de la Russie aux intérêts impérialistes occidentaux comme sous l'ère Eltsine, mais la bourgeoisie « industrielle » cherche les moyens d'annuler les sanctions sur la Russie et de revenir à des échanges commerciaux normaux avec la Russie.

Economiquement, pour l'Allemagne, l'Ukraine est le plus vaste marché depuis l'annexion de l'Allemagne de l'Est.

d. L'impérialisme Français.

Pris dans des contradictions identiques, le gouvernement français suit une politique similaire en Ukraine à celle de l'Allemagne.

Même si le poids des échanges commerciaux avec la Russie n'atteint ceux de l'Allemagne, ils sont suffisants pour influencer sur une ligne politique. Ainsi la France refuse d'armer l'Ukraine et tente de négocier l'abandon du soutien russe aux républiques populaires du Donbass.

Cependant dans une même mesure, la bourgeoisie financière française intégrée aux structures financières américaines pousse la France à appliquer la stratégie du commandement intégré de l'OTAN dont elle fait partie. Dans ce contexte la France avait participé aux manœuvres de l'OTAN en Mer Noire.

e. L'impérialisme américain.

Si l'Ukraine attire tant l'attention des EU, c'est avant tout pour des raisons économiques et géostratégiques.

Dans cette crise ukrainienne, l'objectif central des États-Unis est le contrôle de l'Ukraine. A travers ce contrôle, les Etats-Unis poursuivent deux objectifs : lutter contre la Russie et s'appropriier le marché ukrainien.

Lutter contre la Russie.

Dans les années 1990, la Russie, gouvernée par Boris Eltsine, est totalement soumise aux intérêts capitalistiques américains. Arrivé au pouvoir en 2000, Vladimir Poutine va s'efforcer de garantir l'indépendance économique de la Russie pour la ramener au rang de grande puissance.

Pour contrer l'autonomie et le développement économique de la Russie, la stratégie des EU est de couper la Russie de ses liens économiques et politiques avec l'ensemble des ex-pays de l'Est, en l'occurrence ici de l'Ukraine.

Brzezinski écrivait à ce propos dans *Le grand échiquier* : « *Sans l'Ukraine, la Russie n'est plus qu'une grande puissance asiatique. Si la Russie reprend le contrôle de l'Ukraine, de ses 52 millions d'habitants, des richesses de son sous-sol et de son accès à la Mer Noire, elle redeviendra une grande puissance s'étendant sur l'Europe et l'Asie.* ».

Pour les Etats-Unis, l'intégration dans l'OTAN de l'Ukraine, le plus grand pays d'Europe, est un moyen de couper toute possible relation économique, politique ou militaire avec la Russie.

En 2008, le Congrès américain déclarait « *Ceux qui considèrent la Russie comme une menace potentielle pour la sécurité de l'Europe voient dans l'adhésion future de l'Ukraine à l'OTAN une garantie contre les possibles tentatives de la Russie de faire renaître son "empire".* »

S'accaparer l'économie ukrainienne.

Après la chute de l'URSS, l'Ukraine offrait des perspectives immenses d'investissements rentables pour le capital américain. En effet, l'Ukraine, pays fortement industrialisé et possédant un potentiel agricole énorme, était doté en outre d'une main d'œuvre qualifiée et peu chère.

Cependant, le cadre juridique ukrainien pérennisait encore un certain cadre protecteur pour la nation et interdisait une réelle pénétration du marché ukrainien aux banques, aux assurances et aux produits américains.

Pour ouvrir le marché ukrainien à leurs intérêts, les EU ont pour objectif de plier le pays aux injonctions du FMI, de déréguler son marché, de modifier son système de taxation et de réformer son système bancaire. Dans ce cadre, l'intégration à l'UE de l'Ukraine répond aux attentes américaines en matière économique et politique.

Le coup d'état euro-Maidan.

Le point de départ de la crise ukrainienne a été le refus de Viktor Ianoukovitch d'accepter les diktats européens et américain et la mise sous tutelle de l'Etat ukrainien.

Pour les impérialistes américains et européens, il était impératif de reprendre l'état ukrainien en main comme il l'avait déjà fait en 2004 lors de la Révolution Orange. La diplomate américaine Victoria Nuland a avoué que les Etats-Unis ont dépensé plus de cinq milliards d'euros pour déstabiliser l'Ukraine depuis 1991.

En effet, après avoir piloté le coup d'état euro-Maidan et les élections qui ont suivi, les EU et leurs alliés européens ont espéré pouvoir contraindre l'Ukraine à rentrer dans le giron de l'Europe et de l'OTAN, en niant l'opposition populaire à ces projets.

La guerre de l'Axe Euro-Atlantique au peuple ukrainien en résistance.

Face tout d'abord à l'opposition au coup d'état des pro-UE-EU et pro-OTAN, puis à la résistance aux exactions des fascistes, les États-Unis ont armé les forces militaires ukrainiennes et ont entraîné les milices nazies. Pour pallier aux carences de l'armée ukrainienne, plusieurs centaines de militaires de l'armée régulière américaine sont venus prêter main-forte à l'armée ukrainienne.

Alors que la propagande incessante de l'OTAN insiste sur la présence de troupes de l'armée russe en Ukraine, les observateurs de l'OSCE ont confirmé à maintes reprises qu'ils n'avaient constaté aucune présence militaire russe en Ukraine.

Sous l'égide américaine, l'ensemble de l'OTAN soutient le régime de Petro Porochenko. La Grande-Bretagne et le Canada ont également envoyé des troupes sur place.

Déjà, les Etats-unis renforcent leur arsenal militaire en Europe de l'Est, proposent l'installation de missiles nucléaires dans les pays de l'OTAN et demandent à leurs alliés une augmentation des dépenses militaires. Inexorablement, l'impérialisme américain s'oriente vers une confrontation totale avec la Russie.

L'Axe euro-atlantique ainsi que la junte de Kiev démontrent ainsi leur volonté d'anéantir l'opposition ukrainienne, la résistance populaire du Donbass au risque d'entrer dans le conflit armé avec la Russie.

f. conséquence sur la situation en Ukraine.

Fascisation de l'Ukraine.

Dans les années trente, le parti fasciste OUN fut développé et entretenu par la bourgeoisie ukrainophone et le parti nazi allemand pour lutter contre les communistes ukrainiens et l'URSS. Dans les années cinquante, l'URSS avait anéanti les terroristes fascistes de l'OUN et éliminé Stepan Bandera. Dès la scission de l'Ukraine de l'URSS en 1991, avec la réapparition du capitalisme et de ses nécessités, le fascisme ukrainien réapparaît sous la forme du Parti Nationaliste Social d'Ukraine, Svoboda. Ce parti fasciste va développer une propagande autour de la « Révolution Nationale », révolution fasciste, ethnique et raciste. L'objectif central des partis fascistes est d'obtenir la division du prolétariat (ici entre ukrainophones et russophones et entre le peuple et les communistes), mais également la radicalisation de cette division.

De nos jours, l'enjeu de la fascisation de l'Ukraine est la mise en place du projet de rapprochement avec l'Europe et l'adhésion à l'OTAN contre l'opposition populaire à ces projets. Ainsi du point de vue de la bourgeoisie compradore ukrainienne et du capitalisme américain et allemand, pour dépasser la résistance populaire croissante, la fascisation de l'Ukraine est indispensable à la mise en œuvre du programme d'austérité (accaparement de la richesse nationale par la finance) et de la route vers la guerre avec la Russie.

Dans ce contexte de rejet massif des projets impérialistes occidentaux (Europe et OTAN) et d'un refus de plus en plus consensuel du conflit avec l'Est (Donbass), il est nécessaire de tenir l'Ukraine par la radicalisation d'une partie de sa population, en galvanisant la haine anti-russe, anti-sémite et anti-communiste.

D'autre part, dans le contexte d'une résistance anti-fasciste où les communistes jouent un rôle prépondérant (à l'Ouest comme à l'Est), la mise en place d'une politique de terreur a pour objectif de faire taire toute opposition et notamment celle des communistes.

Sur la base de cette lutte contre le communisme, la fascisation de l'Ukraine se manifeste par la tolérance de l'état (absence de poursuite judiciaire) envers les exactions des groupes néo-fascistes, par le soutien des forces de police aux groupes fascistes, par la constitution de bataillons nazis dans la garde nationale, par l'arrestation de nombreux prisonniers politiques (surtout communistes) et par les diverses tentatives d'interdiction du parti communiste ukrainien, KPU.

Aujourd'hui le retour au capitalisme et l'application du libéralisme imposé par le FMI et l'Europe ont ruiné l'économie ukrainienne et l'État ukrainien ne tient que grâce aux prêts du FMI et de l'UE. De plus, les lois de mobilisations militaires (et leurs échecs), la terreur des milices néonazies, les persécutions contre les opposants (notamment les communistes), les défaites militaires ont très fortement affaibli la popularité de Porochenko et de son premier ministre Arseni Iatseniouk.

Après deux décennies de réhabilitation des fascistes ukrainiens et au vu de la gravité de la crise économique et politique que traverse l'Ukraine, la possibilité d'un nouveau coup d'état fasciste n'est pas à exclure.

Novorossia et les Républiques populaires de Donetsk et de Lugansk.

Le peuple de l'Est ukrainien est depuis le début fortement opposé à l'intégration à l'Union Européenne et à l'OTAN. En effet, cette population du Donbass est liée culturellement et historiquement à la Russie et comprend parfaitement que le projet américano-européen est bien de couper l'Ukraine de la Russie. De plus politiquement, le Parti Communiste ukrainien est très implanté dans cette région, la plus industrielle d'Ukraine et il participe à la prise de conscience du peuple et la lutte contre les plans impérialistes.

C'est donc cette volonté de ne pas être coupé de la Russie et de ne pas voir l'Ukraine intégrée aux instances euro-atlantiques, sous domination américaine, qui cristallise l'opposition et provoque les premières manifestations.

Face aux exactions des forces de l'ordre et des groupes fascistes, l'opposition populaire aux diktats américains et européens s'organise en front de résistance antifasciste dans l'Est du pays. L'envoi de l'armée finira de convertir ce mouvement en un mouvement de résistance armée au Donbass.

A l'origine, si ce front voit s'agglomérer toutes les forces (progressistes, mais aussi réactionnaires) prêtes à défendre la population russophone des exactions fascistes, les communistes y sont déjà prédominants. Lorsque la dureté des combats se fait plus intense, les progressistes et les communistes prennent définitivement la tête de la résistance et un virage socialisant est amorcé dans la lutte armée du Donbass.

C'est dans ce contexte progressiste que sont créées les républiques démocratiques de Lugansk et de Donetsk qui s'uniront par la suite pour former la Novorossia.

Malgré les accords de Minsk 2, la junte pro-UE et pro-OTAN poursuit toujours ses bombardements sur les agglomérations de Lugansk et de Donetsk, tuant civils, femmes et enfants à chaque attaque. La garde nationale et ces bataillons fascistes assassinent, torturent, terrorisent la population du Donbass, ils pillent et tentent d'asphyxier les régions de Donetsk et de Lugansk.

Cela fait plus d'un an que les forces de défense des républiques populaires de Donetsk et de Lugansk résistent et repoussent les vagues d'assaut de la junte de Kiev. La résistance du Donbass aux forces réactionnaires et fascistes est incontestablement une victoire contre le fascisme et contre l'impérialisme EU et UE.

De plus, la création des Républiques populaires de Donetsk et de Lugansk est un message d'espoir pour le prolétariat mondial qui montre que la lutte contre l'impérialisme est une lutte contre le capitalisme et pour le progrès social.

g. Conclusion.

La désinformation organisée par les médias occidentaux et donc aussi français sur les événements d'Ukraine est parfaitement odieuse. En effet, cette propagande occidentale ressasse un discours xénophobe anti-russe dans la continuité de l'anti-soviétisme de la guerre froide. En passant sous silence la réalité des massacres (de la maison des syndicats d'Odessa ou au Donbass), la réelle présence des fascistes au gouvernement et dans les instances du pouvoir, la réalité de l'aide militaire des occidentaux, la présence en tant que coordonnateurs des services de renseignement occidentaux, l'alliance des libéraux avec les néo-nazis de Svoboda et de Pravy Sektor, les exactions contre les communistes, les russophones et les Juifs, cette même presse devient complice de ces crimes odieux.

La crise en Ukraine est la crise d'un peuple en résistance à la colonisation. L'opposition naît de la lutte contre l'impérialisme occidental.

Du fait de la crise générale du capitalisme et de l'émergence des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud), les Etats-Unis sont prêts à tout pour développer leur économie et entraver le développement de leurs concurrents.

Pour assurer le développement économique, les Etats-Unis veulent imposer les conditions politiques et économiques en Ukraine de la rentabilité maximum pour leurs investissements financiers. Ces conditions sont l'abrogation de toutes les protections sociales, des lois entravant les investissements étrangers en Ukraine, la suppression des taxes et l'allègement des impôts des entreprises. Pour les impérialistes occidentaux il s'agit d'un projet de colonisation, de l'Ukraine comme des ex-démocraties populaires d'URSS (pays baltes, Pologne, Géorgie, ...). Dans cette dépendance coloniale, l'essentiel de la plus-value engendrée quittera le pays pour les caisses de la finance américaine et européenne.

Les attaques impérialistes contre l'Irak, l'Afghanistan, la Libye et la Syrie montrent que la rapacité des EU et des occidentaux ne rencontrent aucune limite quant aux méthodes et aux alliances qu'ils ont capables de nouer pour asseoir leur pouvoir.

L'impérialisme américain est même prêt à la déstabilisation du pays par les groupes fascistes ukrainiens et à s'orienter vers une confrontation globale avec la Russie. Que ce soit lors du coup d'état de l'euromaïdan ou de l'arrivée au pouvoir du président ukrainien, Petro Porochenko, les EU et l'EU ont financé, armé et dirigé les oligarques et les groupes fascistes d'Ukraine pour s'assurer du maintien de l'Ukraine dans leur giron, assurant par là-même la fascisation du pays.

Alors que les propagandistes de droite ou de gauche nous assurent que l'Union européenne garantit la paix et la démocratie, le drame ukrainien démontre au contraire qu'elle favorise la renaissance de l'extrême droite fasciste en Europe et qu'elle représente un danger pour la paix.

Nous, communistes et progressistes, devons continuer notre combat pour la sortie de la France de l'UE, regroupement impérialiste de la finance européenne.

Comme le bombardement de Guernica par les nazis allemands et les fascistes italiens, le bombardement des hôpitaux, des écoles et des foyers pour enfants et des villes par l'armée et la garde nationale d'Ukraine sont autant les signes de terreur totale que les premiers pas d'un nettoyage ethnique des russophones du Donbass.

Nous, communistes et progressistes, devons exiger du gouvernement ukrainien qu'il respecte les accords de Minsk 2, qu'il applique immédiatement le cessez-le-feu dans le Donbass, qu'il assure le retrait des armes lourdes, qu'il permette l'accès, la livraison, le stockage et la distribution de l'aide humanitaire, qu'il rétablisse les relations sociales et économiques, incluant le versement des pensions et autres prestations sociales.

Selon le Haut-commissariat des Nations unies aux réfugiés (HCR), 730.000 personnes ont fui l'Ukraine depuis le début de l'année pour gagner la Russie. Alors que le régime libéral fascisant de Kiev est présenté comme le pilier de la démocratie, c'est en Russie que la population du Donbass se réfugie et c'est l'ouest de l'Ukraine qu'elle fuit.

Le Donbass est bien le symbole de la lutte anti-impérialiste et du combat des peuples pour la liberté.

Nous, communistes et progressistes, devons affirmer notre solidarité avec les antifascistes et les communistes d'Ukraine, qui résistent courageusement à la fascisation de l'Ukraine et aux groupes néo-nazis.

Nous, communistes et progressistes, devons faire pression sur les instances internationales pour faire reconnaître officiellement les Républiques populaires de Donetsk et de Lugansk, établir, sur le Donbass, une zone d'exclusion aérienne pour arrêter le massacre de la population civile, mettre en place un corridor humanitaire pour approvisionner les habitants des républiques de Donetsk et de Lugansk en produits de premières nécessités et pour permettre l'évacuations des civils, mettre en place des mesures pour aider les réfugiés de l'Ukraine,

Les risques de propagation du conflit armé ukrainien à la Fédération de Russie sont bien réels. Depuis le début du mois de juin 2015, les affrontements en Ukraine se sont intensifiés dans l'Est du pays et ce regain de violence est inquiétant pour sa possible extension du conflit hors des frontières ukrainiennes. Dans cette optique, les Etats-Unis attisent les tensions avec la Russie en déployant les armements lourds de l'Otan sur le flanc Est, essayant de pousser ainsi la Russie dans la spirale de la guerre.

Nous, communistes et progressistes, devons organiser la lutte antifasciste et anti-impérialiste, la défense de l'indépendance des nations, la protection de la paix mondiale menacée et pour ce faire lutter pour la sortie de la France de l'OTAN.

Nous, communistes et progressistes, devons organiser la lutte pour le démantèlement de l'OTAN.

Nous devons nous joindre aux communistes du Donbass pour exiger du gouvernement d'Ukraine le respect des accords internationaux et notamment de celui de Minsk 2, pour mettre fin à la guerre dans cette région.



